

BUDGET PRIMITIF

pour l'exercice 2012

RAPPORT DE PRESENTATION DU BUDGET GENERAL

Ville de plus de 10.000 habitants ayant voté leur budget par nature

SOMMAIRE

	Pages
INTRODUCTION	3
PRESENTATION D'ENSEMBLE DU BUDGET GENERAL DE LA VILLE.....	6
 1ère PARTIE - PRESENTATION DU BUDGET PRINCIPAL	
I - Fonctionnement	
I - 1 – Les recettes de fonctionnement	8
I - 2 – Les dépenses de fonctionnement	13
I - 3 - Les ratios - L'autofinancement	16
 II - Investissement	
II - 1 – Les recettes d'investissement	17
II - 2 – Les dépenses d'investissement	19
 2ème PARTIE - PRESENTATION DES BUDGETS ANNEXES	
- Budget Annexe de l'Eau.....	22
- Budget Annexe des Activités Lyriques et Symphoniques.....	23
- Budget Annexe du Crématorium.....	24
- Budget Annexe des Prestations des Cimetières	25

INTRODUCTION

Jamais comme en cette fin d'année, la France et, au-delà de celle-ci, l'Europe et au sein de cette dernière la zone dite "euro", n'auront été emportées dans un tel flot d'incertitudes et de menaces. Sous la pression incessante et hautement spéculative des marchés financiers, dans différents pays européens, des majorités politiques se sont délitées, des changements de gouvernement ont été organisés, des mouvements sociaux de grande ampleur sont nés. La crise des dettes souveraines qui trouve son origine et sa dynamique dans la perte de confiance des marchés financiers en la capacité des Etats à juguler leurs déficits publics et leurs dettes appelle des réponses politiques et techniques que l'Europe, aujourd'hui, dans les modalités d'organisation et de fonctionnement qui sont les siennes, peine à trouver et donc à imposer.

Les plans de rigueur dictés à des Etats jugés trop "dépensiers" ont pour première conséquence de ralentir encore un peu plus une croissance quasiment atone dans l'espace européen. La consommation des ménages s'en ressent fortement et les entreprises qui doutent de l'avenir investissent moins dans leur appareil productif. C'est là une spirale qui pourrait se révéler mortifère pour l'euro. Des scénarios visant à la sortie de la zone euro de certains pays sont même élaborés ici et là. Tristes perspectives.

Ce contexte européen pourrait paraître éloigné de nos préoccupations et politiques locales. Il n'en est rien bien évidemment tant nos économies sont connectées entre elles et tant la situation de l'Etat français est elle aussi préoccupante. L'importance de ses déficits publics, le volume de sa dette alimentent ici aussi des interrogations sur la fiabilité de sa "signature". Le fait qu'il doive emprunter à des taux de plus en plus élevés l'argent nécessaire au financement de sa dette témoigne du scepticisme des marchés financiers quant aux perspectives d'évolution qui sont les siennes, et cela malgré une succession de plusieurs plans de rigueur à quelques semaines d'intervalle.

La situation des comptes sociaux est tout aussi dégradée et contribue, de ce fait, à grossir le déficit global des administrations publiques.

De fait, la croissance devrait être très faible en notre pays en 2012, 1 % selon les estimations contenues dans le projet de loi de finances pour l'année de référence, 0,6 % selon des prévisions européennes plus pessimistes et le taux de chômage devrait rester élevé avec le cortège de précarité sociale et de détresse humaine que les statistiques dans leurs sécheresses mathématiques ne parviennent pas à masquer.

Etat, qui est, par la force des choses, appelé à rogner sur toutes les dépenses qui sont les siennes et, parmi elles, les concours et dotations qu'il octroie chaque année aux collectivités territoriales. Cette tendance se dessinait déjà, depuis plusieurs années, mettant à bas le contrat de

solidarité et de croissance qui organisait jusqu'à présent les relations financières de l'Etat et des collectivités territoriales ; elle est aujourd'hui en forte accélération tant l'Etat est invité à réduire ses crédits d'intervention pour ne pas ajouter des "déficits aux déficits".

Cet ensemble de décisions qui, toutes, visent à contenir sinon à réduire les dépenses de fonctionnement de l'Etat impacte directement la vie de nos collectivités tant en la matière les choses sont étroitement imbriquées, et cela en raison d'une déconcentration administrative et d'une décentralisation territoriale que l'on peut considérer l'une et l'autre comme inachevées.

Notre choix ne nous portant pas à augmenter la fiscalité pesant sur les ménages tourangeaux, -la taxe d'habitation étant par son mode de calcul un impôt relativement injuste socialement parlant-, nos recettes locales ne progresseront quasiment pas en 2012. Les collectivités locales qui sont habituellement partenaires de nos politiques et de nos projets (Région Centre, Conseil Général d'Indre-et-Loire, Communauté d'Agglomération) sont, elles aussi, confrontées aux difficultés qui sont les nôtres. Il ne faut donc pas espérer d'évolution notable dans les concours financiers qu'elles pourront consentir à la ville de Tours en 2012.

Parallèlement, les tarifs municipaux n'évolueront que dans les limites de l'inflation prévisionnelle pour 2012, soit peu ou prou 2 % l'an ; ils ne constitueront donc en rien une recette dynamique. Ce chassé croisé entre des recettes réellement atones et des dépenses certes maîtrisées mais qui n'en continuent pas moins à augmenter, de façon mécanique, à l'exemple des dépenses d'énergie et d'alimentation, ne cesse d'inquiéter les élus locaux, toutes tendances politiques confondues.

On peut philosopher à l'envi sur l'impéritie des gouvernements qui se sont succédé depuis plus de 30 ans à contenir le déficit et la dette de l'Etat, on peut dénoncer la dictature des marchés et les affres nées d'une libéralisation excessive de l'économie, il reste que dans le prolongement des orientations budgétaires dont le Conseil Municipal a eu à connaître le 21 novembre dernier, nous ne dévierons pas des quelques grands principes qui sont les nôtres depuis 1995 pour l'élaboration et l'exécution du budget principal de notre ville pour 2012.

De ce paradigme, nous mettrons en avant : la non augmentation des impôts locaux, une évolution modérée des tarifs municipaux, une maîtrise des dépenses de fonctionnement de la ville, la reconduction à l'identique de l'enveloppe des subventions -tous objets et tous destinataires confondus-, une hausse des crédits d'intervention consentie au seul secteur de la solidarité et de l'action sociale, via notamment l'aide accordée par la ville à son CCAS, la poursuite de la politique visant au désendettement de notre ville (politique inscrite dans la longue durée) et la mobilisation d'une capacité d'investissement à hauteur de 30 millions d'euros, plus de 51 millions si l'on prend en compte les opérations qui seront financées par le budget annexe de l'eau, par la communauté d'agglomération et par le Sitcat sur le territoire de notre ville.

Sur la dette, on rappellera ici et comme le fait fort opportunément la Cour des Comptes dans son rapport public thématique de juillet dernier consacré à "La gestion de la dette publique locale" que les règles budgétaires et plus particulièrement l'article L 1612-4 du code général

des collectivités territoriales "mettent au tout premier plan la "règle d'or" selon laquelle l'emprunt est réservé au financement de la seule section d'investissement".

Pour 2012, le montant de l'emprunt nouveau devrait être limité à 7,5 M€(alors qu'en 1995, ce même besoin d'emprunt frôlait les 20 M€).

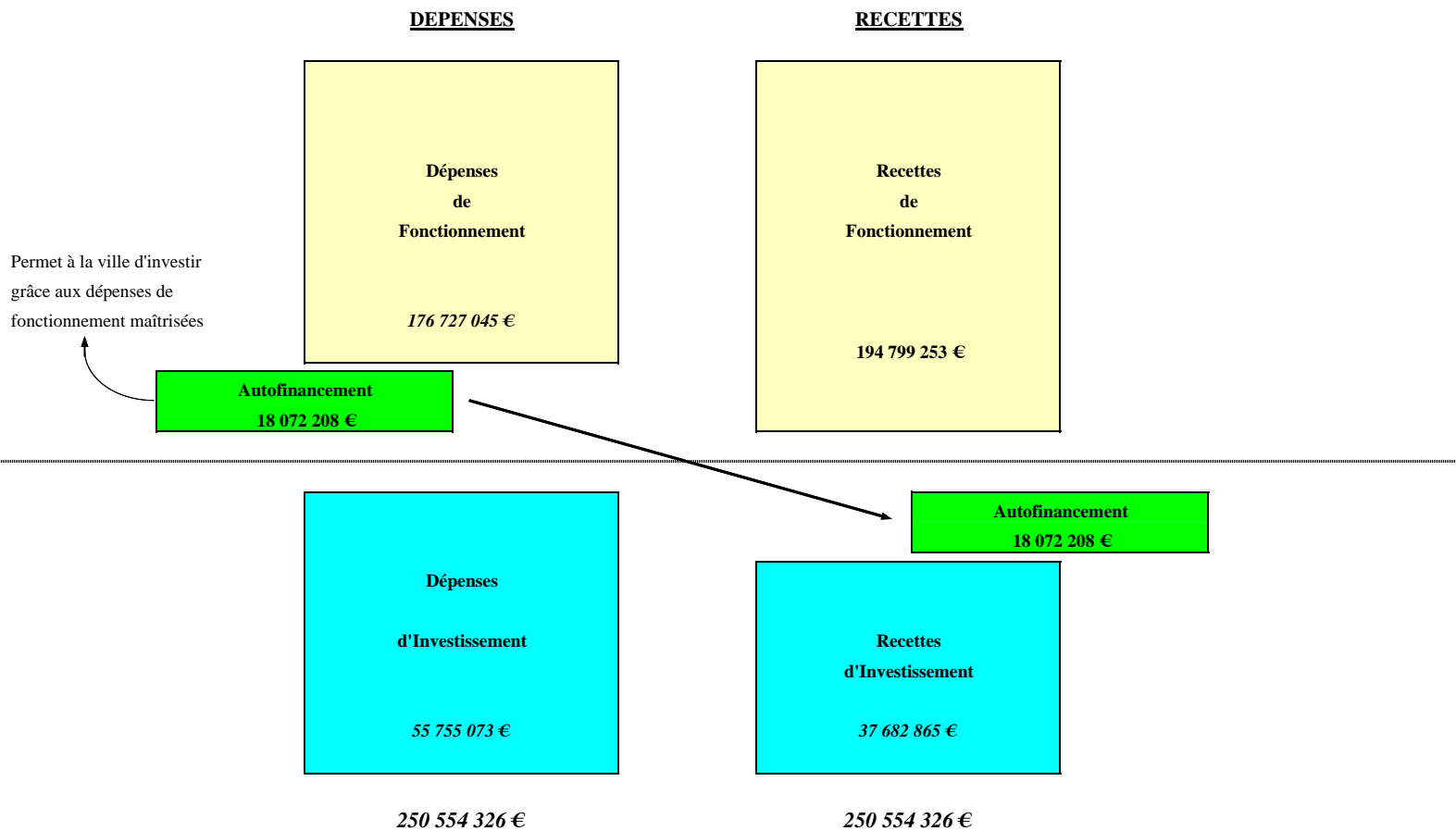
En matière d'investissement et comme les années précédentes, nous nous sommes efforcés de concilier, dans un même ensemble, des grands projets et des opérations plus modestes, les uns s'inscrivant dans le cadre d'autorisation de programme, les autres se suffisant du cadre de l'annualité budgétaire mais tous, quelque soit leur importance, irriguant les différents quartiers de notre ville.

Tous les secteurs d'intervention de l'action municipale ont été pris en compte dans la ventilation de ces crédits d'investissement, lesquels ne sont ouverts qu'en raison de la pertinence de leur affectation au regard des besoins identifiés comme prioritaires et en tenant compte des exigences croissantes en matière de sécurité, d'accessibilité et de préoccupations environnementales. Ne donnent lieu, enfin, à inscription que ceux des crédits que l'on sait pouvoir consommer dans le cadre de l'année budgétaire de référence.

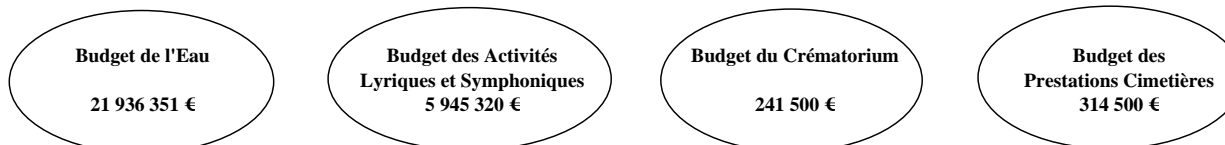
Dans une période qui conjugue toutes les difficultés, le budget 2012 de la ville tel que nous l'avons construit, s'attache à ouvrir un chemin et des perspectives pour les Tourangelles et les Tourangeaux, mais aussi pour tous les acteurs associatifs et économiques qui composent, dans leur diversité, l'environnement quotidien de notre cité. En maintenant un haut niveau d'investissement, le budget de notre ville n'est pas récessif ; en maîtrisant nos dépenses de fonctionnement, le budget de notre ville peut être qualifié de prudent et raisonnable ; en mettant l'accent sur les dépenses de nature sociale, le budget de notre ville traduit en actes la solidarité que l'on doit aux plus démunis de nos concitoyens ; en faisant baisser une fois encore le niveau et le volume de sa dette, le budget de notre ville s'inscrit dans une stratégie de rétablissement durable de ses grands équilibres. Ce chemin fait de rigueur et de constance est le seul, nous semble-t-il, qui autorise notre ville à maintenir son attractivité et sa compétitivité et à se construire un avenir dans le concert des grandes villes françaises.

LE BUDGET GENERAL 2012 DE LA VILLE DE TOURS

250 554 326 € pour le budget principal



28 437 671 € pour les budgets annexes



PRESENTATION D'ENSEMBLE

L'ensemble des budgets (principal et annexes) de la Ville de TOURS, pour l'exercice 2012, affiche un montant global de 278,9 M€ contre 300,9 M€ au BP 2011, réparti comme suit :

* 250,5 M€ pour le budget principal (contre 268,3 M€ pour 2011),

* 28,4 M€ pour les quatre budgets annexes (contre 32,6 M€ pour 2011).

Pour le budget principal de la Ville, la section de fonctionnement du BP 2012 s'équilibre à 194,8 M€ (+ 0,54% par rapport au BP 2011 soit +1 M€) et dégage un autofinancement de 18,1 M€ (contre 19,6 M€ au BP 2011 soit - 1,5 M€).

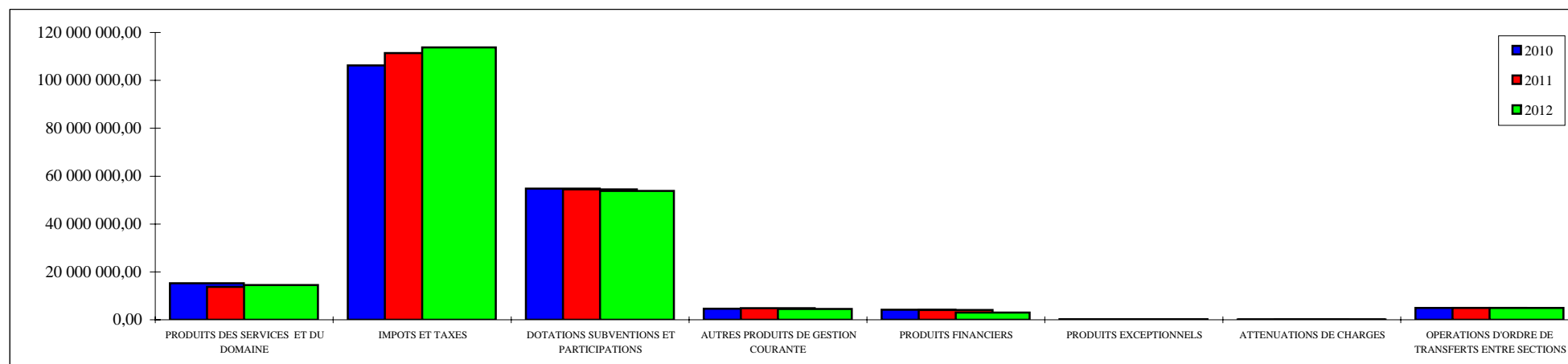
La section d'investissement s'élève à 55,7 M€ (contre 74,5 M€ au BP 2011 soit - 18,8 M€) et intègre un plan d'équipement de 30,1 M€ (+ 0,7 M€) financé à hauteur de 7,5 M€ (contre 8,5 M€ au BP 2011) par l'emprunt.

Pour les budgets annexes, la variation de - 4,2 M€ concerne essentiellement le service de l'eau, les autres budgets restant relativement stables entre les deux exercices.

1ère PARTIE - PRESENTATION DU BUDGET PRINCIPAL

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (REELLES + ORDRE) BUDGET PRINCIPAL

COMPTE PAR CHAPITRE		BP PRINCIPAL 2010	BP PRINCIPAL 2011	BP PRINCIPAL 2012	% 2012 / 2011	Montant 2012 - 2011
70	PRODUITS DES SERVICES ET DU DOMAINE	15 275 414,00	13 711 483,00	14 456 906,00	5,44%	745 423,00
73	IMPOTS ET TAXES	106 208 119,00	111 442 153,00	113 756 996,00	2,08%	2 314 843,00
74	DOTATIONS SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	54 820 102,00	54 426 962,00	53 843 591,00	-1,07%	-583 371,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	4 600 283,00	4 853 754,00	4 528 636,00	-6,70%	-325 118,00
76	PRODUITS FINANCIERS	4 165 593,00	4 109 228,00	3 000 000,00	-26,99%	-1 109 228,00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	192 314,00	192 804,00	194 872,00	1,07%	2 068,00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	102 312,00	118 652,00	118 652,00	0,00%	0,00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	4 891 700,00	4 899 500,00	4 899 600,00	0,00%	100,00
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		190 255 837,00	193 754 536,00	194 799 253,00	0,54%	1 044 717,00



I - FONCTIONNEMENT

I - 1 – LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT (194,8 M€)

Elles ne progressent que de 0,54% (+ 1M€) de BP à BP malgré la croissance du produit des impôts et taxes de 2,08 % (+ 2,3 M€) obtenue sans augmentation des taux d'imposition.

Les principales variations à la hausse concernent les chapitres :

- 70 « **produits des services, du domaine et ventes diverses** » (14,5 M€) qui augmente de 0,7 M€(+5,44 %) : ce compte regroupe les redevances du domaine public (1,5 M€soit + 0,3 M€), les prestations de services (8,2 M€soit +0,4M€) intégrant une revalorisation moyenne des tarifs de 1,8% et les remboursements de frais (4,8 M€) ;
- 73 "**impôts et taxes**" (113,8 M€) qui progresse de 2,3 M€(+2,08%) en lien avec l'accroissement du produit de la fiscalité directe (102,5 M€soit +1,9 M€) et des différentes taxes indirectes (11,3 M€soit +0,4 M€).

Les chapitres en baisse se rapportent aux comptes :

- 74 "**dotations, subventions et participations reçues**" (53,8M€) qui diminue de 0,6 M€(-1,07%) en corrélation avec la réduction des concours financiers (41,5 M€soit -0,6 M€de BP à BP) et des allocations compensatrices versés par l'Etat (4,2 M€soit -0,1 M€) et la croissance des subventions de fonctionnement reçues (8,1 M€soit +0,1M€) ;
- 75 "**autres produits de gestion courante**" (4,5 M€) soit -0,3 M€: cette rubrique enregistre le produit des revenus des immeubles et diverses redevances versées par les fermiers ;
- 76 "**produits financiers**" (3 M€ soit -1,1M€), cette recette étant essentiellement composée des gains attendus sur les produits des swaps;

Les autres chapitres restent relativement stables en volume, et intéressent

- les "**produits exceptionnels**" (0,2 M€) et les **atténuations de charges** (0,1 M€),
- les "**opérations d'ordre de transferts entre sections**" (4,9 M€) qui décrivent les mouvements comptables entre la section de fonctionnement (recettes) et celle d'investissement (dépenses) pour la valorisation des travaux en régie (4,6 M€) et la reprise au compte de résultat des subventions d'investissement reçues (0,3 M€).

Le détail de l'évolution de ces différents chapitres vous est présenté ci-après.

	Réel 2009	Réel 2010	BP 2011	Notifié 2011	BP 2012	Différence BP2012/Notifié 2011	
						Valeur	%
PRODUIT DES TAXES							
T. H.	31 624 163	32 104 054	32 926 675	33 357 937	34 025 096	667 159	2,00%
T.F.P.B.	32 280 576	33 181 240	33 934 057	34 083 049	34 764 710	900 664	2,00%
T.F.P.N.B.	141 112	153 510	135 000	158 722	158 722	12 398	0,00%
TOTAL DU PRODUIT	64 045 851	65 438 804	66 995 732	67 599 708	68 948 528	1 348 820	2,00%
ALLOCATIONS COMPENSATRICES							
T.H.	2 565 904	2 775 922	2 775 922	2 787 004	2 787 004	0	0,00%
T.F.P.B. et NB	550 437	551 630	510 644	561 885	550 000	-11 885	-2,16%
T.P./CFE (à partir de 2011 Dotation unique spécifique)	1 290 306	1 173 398	1 086 215	1 086 443	928 909	-157 534	-14,50%
Fraction salaires	330 293	300 367	278 050				
Abat. 16%	960 013	873 031	808 165				
TOTAL ALLOCATIONS	4 406 647	4 500 950	4 372 781	4 435 332	4 265 913	-169 419	-3,82%
TOTAL GENERAL	68 452 498	69 939 754	71 368 513	72 035 040	73 214 440	1 179 400	1,64%

La progression globale des recettes provenant de la fiscalité directe locale (taxes ménages) s'appuie principalement sur la variation nominale (+1,80%) et physique des bases d'imposition sachant que **les taux des taxes ménages ainsi que les quotités attachées aux abattements de la Taxe d'Habitation (TH) ne subiront pas de modification en 2012.**

A titre d'information, on rappellera ici que les taux de la Taxe d'Habitation (pour la part qui lui revient après l'instauration de la Contribution Economique Territoriale) et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, fixés par Tour(s)plus, resteront inchangés, respectivement à 8,78 % et 8,91 % en 2012.

Les **ressources fiscales directes et indirectes** affichent un montant de 118 M€ en 2012, soit une progression de 1,91% (+2,2 M€) de BP à BP. Sous cette rubrique, sont comptabilisés le compte 73 « impôts et taxes » (113,75 M€) et une partie du compte 74 pour les allocations compensatrices (4,25 M€).

Le *produit des impôts directs* ressort à 102,5 M€ (+1,9 M€ soit +1,92% de BP à BP) et se répartit comme suit :

* 68,95 M€ de produit fiscal des trois taxes (contre 67 M€ au BP 2011 soit +1,9 M€) tenant compte d'une revalorisation forfaitaire de 1,8 % des bases d'imposition pour 2012 décidée par le Parlement ;

* 33,55 M€ de reversements de Tour(s)plus prenant en compte une augmentation de la dotation de solidarité communautaire de 2% (soit 1,4 M€ attendu en 2011) et une reconduction du montant de l'attribution de compensation allouée en 2011, soit 32,1 M€

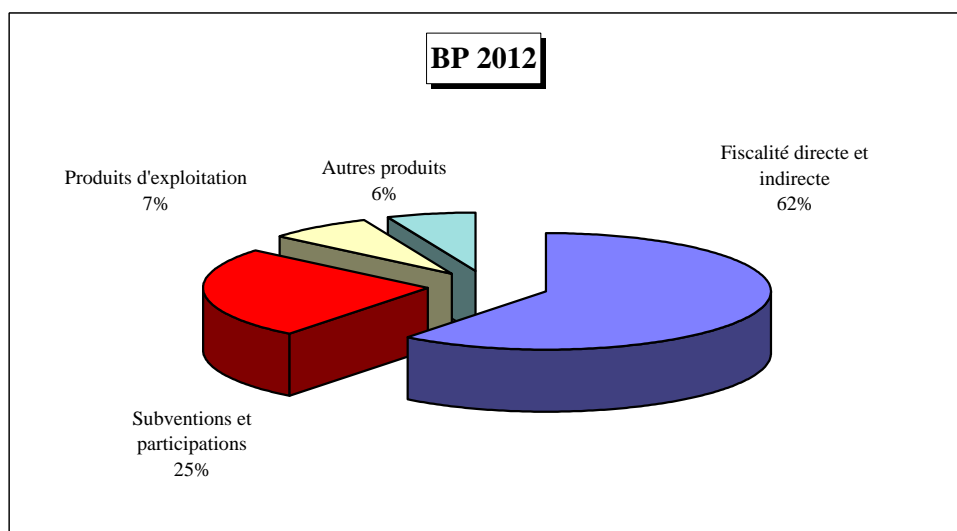
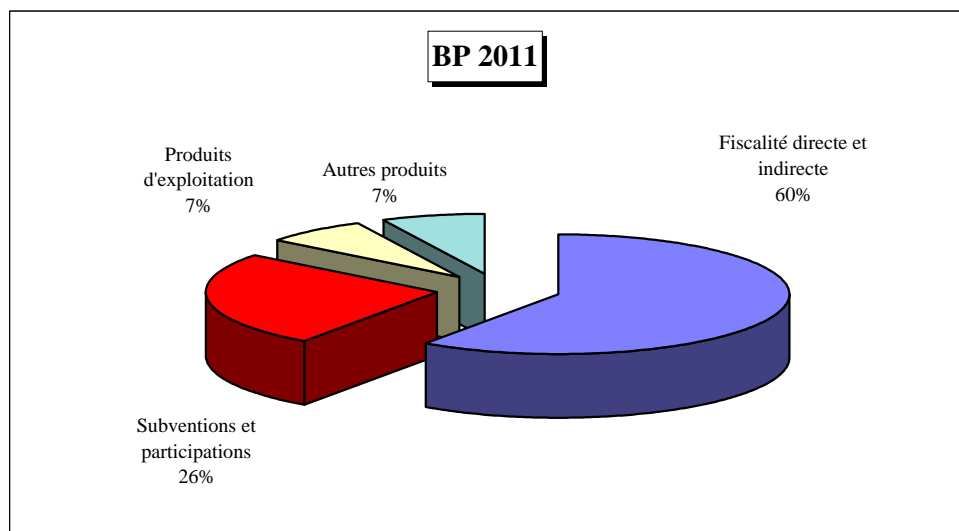
Les *allocations compensatrices* (4,3 M€) intègrent une correction à la baisse de -3,82% (-0,2 M€) entre le notifié 2011 (ajusté en Décision Modificative 2011) et le prévisionnel 2012 (-0,1 M€ de BP à BP). Ces compensations d'exonérations, versées au titre des taxes foncières et de la Taxe Professionnelle (TP), servent de variables d'ajustement au périmètre de l'enveloppe normée (-14,5% prévus dans le PLF 2012).

La rubrique « *impôts et taxes* » (11,3 M€) augmente de 0,4 M€ sous l'effet :

- de la majoration de la prévision sur la ligne des "Droits de Mutation à Titre Onéreux" (DMTO) de 0,1 M€ (4 M€ attendus en 2012);
- de l'augmentation prévisible de la taxe sur les consommations d'énergie de 0,1 M€ (2,3 M€ budgétés);
- de l'accroissement du rendement des taxes pour l'utilisation du domaine de 0,1 M€ (4,9 M€ prévus) ;
- des droits de place de 0,1 M€

EVOLUTION PAR NATURE DU BUDGET PRINCIPAL

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	BP 2010	BP 2011	BP 2012	% d'évolution	Montant
Fiscalité directe et indirecte	110 474 023	115 814 934	118 022 909	1,91%	2 207 975
- Produits des impôts directs (dont reversements Tours plus)	98 829 419	100 544 653	102 479 996	1,92%	1 935 343
- Impôts et taxes indirects	7 378 700	10 897 500	11 277 000	3,48%	379 500
- Allocations compensatrices	4 265 904	4 372 781	4 265 913	-2,44%	-106 868
Subventions et participations	50 554 198	50 054 181	49 577 678	-0,95%	-476 503
- Concours financiers de l'Etat	42 499 257	42 045 760	41 478 755	-1,35%	-567 005
- Subventions de fonctionnement	8 054 941	8 008 421	8 098 923	1,13%	90 502
Produits d'exploitation	15 377 726	13 830 135	14 575 558	5,39%	745 423
- Redevances & recettes d'utilisation du domaine public	4 341 258	1 207 346	1 538 714	27,45%	331 368
- Prestations de services (recettes tarifaires)	7 340 035	7 782 115	8 174 459	5,04%	392 344
- Remboursements de frais et atténuations de charges	3 696 433	4 840 674	4 862 385	0,45%	21 711
Autres produits	13 849 890	14 055 286	12 623 108	-10,19%	-1 432 178
- Travaux en régie	4 598 000	4 586 000	4 586 000	0,00%	0
- Autres produits de gestion courante	4 600 283	4 853 754	4 528 636	-6,70%	-325 118
- Produits financiers	4 165 593	4 109 228	3 000 000	-26,99%	-1 109 228
- Produits exceptionnels et transferts de charges	486 014	506 304	508 472	0,43%	2 168
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	190 255 837	193 754 536	194 799 253	0,54%	1 044 717



Le poste "**subventions et participations reçues**" enregistre une diminution de **0,95% (-0,5 M€)** pour atteindre un montant global de **49,6 M€** au BP 2012. Cette réduction est surtout marquée par la baisse des concours financiers reçus de l'Etat.

Ainsi, pour les *concours financiers de l'Etat* (41,5 M€) contenus dans l'enveloppe normée, les inscriptions tiennent compte des mesures votées par l'Assemblée nationale lors de l'examen de la loi de finances 2012 intégrant, notamment, un gel de leur progression (hors FCTVA et produit des amendes de police).

Comme exposé lors du Débat d'Orientation Budgétaire, pour 2012, les indexations retenues s'appuient sur les modalités de répartition fixées en 2011.

C'est pourquoi, s'agissant de la dotation de base, il vous est proposé de reconduire le montant de l'attribution par habitant utilisé en 2011, sachant que la population légale à prendre en compte s'appuiera sur les données actualisées du recensement.

Pour les dotations de superficie et de compensation, il est également envisagé de maintenir le montant des attributions 2011.

Concernant la dotation de garantie, qui représente la part la plus importante pour la Ville, le montant alloué en 2012 sera affecté, comme en 2011, d'un écrêtement pour financer l'accroissement démographique, la progression de l'intercommunalité et la péréquation verticale. Cet écrêtement pourrait atteindre 6 % pour 2012. Il sera modulé en fonction du potentiel financier (les communes dont le potentiel est inférieur à 0,9 fois la moyenne y échapperont). Mais, contrairement à l'année passée, cette réfaction sera appréciée en fonction de la strate d'appartenance.

Comme en 2011, la Ville risque d'être touchée par ce mécanisme d'écrêtement qui pourrait avoisiner les -2,5% (potentiel financier par habitant de la Ville en 2011: 1 042,53 € / strate : 1 140,18 €).

Ainsi, la *dotation forfaitaire de la DGF* serait en diminution de -1,25 % (soit -0,5 M€) entre le montant attribué en 2011 et le prévisionnel 2012, après une réduction de -1,64 % en 2011 (-0,6 M€) et de -1,05 % en 2010 (-0,4 M€).

Pour la *Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale* (4,1 M€ prévus pour 2012), le montant attendu par la Ville devrait rester stable. La majeure partie de la hausse globale (60 M€) serait concentrée, en 2012, comme en 2011, au profit des 250 communes les plus défavorisées (Tours était classée au 355^{ième} rang en 2011).

Le montant de la *Dotation Nationale de Péréquation* a considérablement baissé en 2011 depuis que l'effort fiscal de la Ville (1,399), qui permet de mesurer le niveau de la pression fiscale supportée par les ménages, est devenu inférieur à l'effort fiscal moyen des contribuables relevant de la même strate démographique (1,414). C'est pourquoi, il vous est proposé de reconduire, en 2012, le montant notifié en 2011 (0,5 M€).

CONCOURS	CA 2009	CA 2010	BP 2011	NOTFIE 2011	BP 2012	DIFFERENCE BP2012/Notifié 2011	
						VALEUR	%
DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DOTATION FORFAITAIRE)	37 337 212 0,73%	36 945 254 -1,05%	35 826 737	36 339 706 -1,64%	35 884 922 -1,25%	-454 784	-1,25%
DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	3 964 931 2,00%	4 012 510 1,20%	4 012 510	4 072 698 1,50%	4 072 698 0,00%	0	0,00%
DOTATION SPECIALE INSTITUTEURS	8 337	0	0	0	0	0	
DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION	986 172	986 172	986 172	986 172	986 172	0	0,00%
- HYGIENE	986 172	986 172	986 172	986 172	986 172	0	0,00%
- BIBLIOTHEQUE	0	0	0	0	0	0	
- URBANISME - ASSURANCE	0	0	0	0	0	0	
DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION	462 395	1 220 341	1 220 341	534 963	534 963	0	0,00%
S/TOTAL	42 759 047	43 164 277	42 045 760	41 933 539	41 478 755	-454 784	-1,08%
Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (coefficient déflateur)	-105 531 (-16,151%)	-146 498 (-21,60%)		-194 268 (-27,41%)	-240 000	-45 732	
TP/CFE	1 290 306 -29,16%	1 173 398 -9,06%	1 086 215	1 086 443 -7,41%	928 909	-157 534	-14,50%
TOTAL	43 943 822 -0,59%	44 191 177 0,56%	43 131 975	42 825 714 -3,09%	42 167 664 -1,54%	-658 050	-1,54%

Pertes TFPB 2011 :

- Personnes de conditions modestes : Bases exonérées en 2010 (2 343 877) * par le taux de 1991(19,33%) = 453 071,42 **coefficient déflateur (-27,41%) soit -124 187**
- ZUS : Bases exonérées N (1 186 436) * taux (21,55%) = 255 676,96 **coefficient déflateur (-27,41%) soit -70 081**

Pour la *Dotation Générale de Décentralisation* (1M€) qui concerne essentiellement la compensation "hygiène", son montant est stabilisé à son niveau de 2011. En effet, son évolution n'est plus indexée sur le taux de progression de la DGF d'où la constance affichée sur cette ligne ces trois dernières années.

Au total, en intégrant les compensations fiscales qui servent de variables d'ajustement à l'enveloppe normée, la somme des concours financiers de l'Etat à la Ville pour le fonctionnement **diminuerait de 1,54% entre le montant notifié 2011 et le prévisionnel 2012 (-0,7 M€)** après une baisse de 3,09% en 2011 (-1,4 M€). De BP à BP, cette réduction s'afficherait à -1,35% (-0,6 M€).

Pour les *subventions reçues* (8,1 M€), un ajustement à la hausse de 0,1M€ peut être envisagé pour 2012 compte tenu des augmentations de recettes récurrentes constatées sur ce poste en 2011 provenant principalement des participations reçues de la Caisse d'Allocations Familiales d'Indre et Loire au titre de la gestion des structures de la petite enfance.

Les produits d'exploitation (14,6 M€) augmentent, de BP à BP, de 0,75 M€(+5,39%). La variation des principales composantes de ce poste s'établit comme suit :

* +0,35 M€ pour les *redevances et recettes d'utilisation du domaine public* (1,5 M€ au BP2012) après le transfert sous cette rubrique de la prévision de recettes s'attachant aux redevances d'occupation du domaine public (provenant des "autres produits de gestion courantes") ;

* +0,4 M€(+ 5,04%) provenant des prestations de services (8,2 M€) : outre une variation moyenne des tarifs de 1,80 %, la prévision intègre une augmentation significative de la fréquentation de certaines structures municipales comme les restaurants scolaires, les centres de loisirs ou les garderies périscolaires générant un surplus de recettes tarifaires ;

* la ligne consacrée *aux remboursements de frais* (4,9 M€) comptabilise :

- des reversements sur rémunérations provenant principalement de Tour(s)plus au titre de la mutualisation, du Comité des Œuvres Sociales (COS) de la Ville de Tours, de l'EPCC de l'Ecole supérieure des Beaux Arts Tours, Angers, Le Mans;

- des remboursements de charges de Tour(s)plus au titre, d'une part, des équipements donnés en gestion à la Ville mais reconnus d'intérêt communautaire (Centre Aquatique du Lac, Médiathèque François Mitterrand, Pôle Nautique du Cher, Piscine du Mortier) et, d'autre part, de la prise en charge des déplacements des élèves des classes maternelles et primaires de la ville de Tours ;

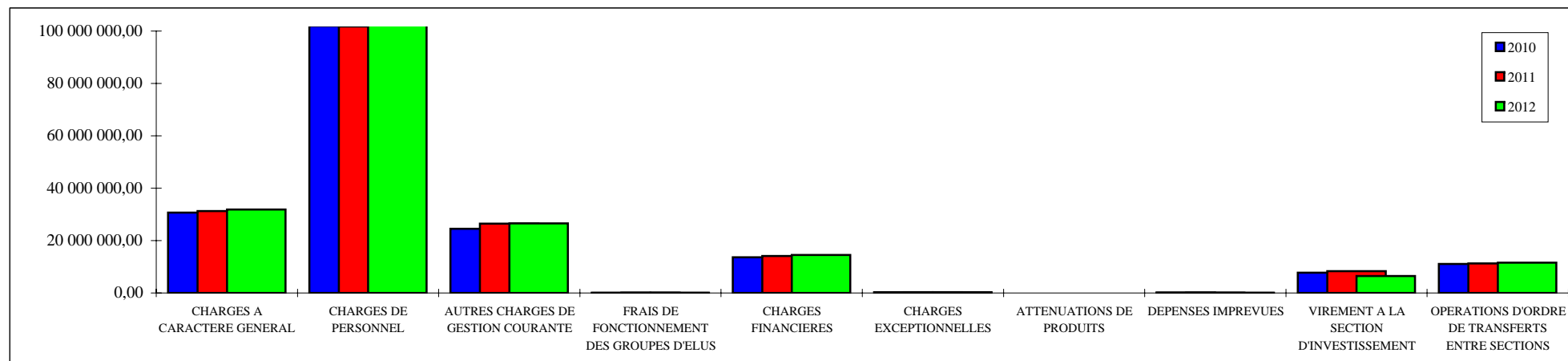
- du recouvrement des charges locatives pour des bâtiments donnés en location.

Les autres produits (12,6 M€) régressent de 10,19% (-1,4 M€) et se répartissent ainsi :

- 4,6 M€ de *valorisation des travaux* effectués par les agents municipaux en régie ;
- 4,5 M€ (-0,3M€) d'*autres produits de gestion courante* provenant principalement des revenus des immeubles (4,2 M€) et de diverses redevances versées par les fermiers (0,3 M€) dont la Société de Chauffage des Bords du Cher (SCBC), et la Société du Marché de Gros ;
- 3 M€ de *produits financiers* (contre 4,1 M€ soit -1,1 M€) attendus sur la gestion des opérations de "swaps" ;
- 0,5 M€ de *produits exceptionnels* dont 0,3 M€ d'amortissements de subventions d'équipement transférées au compte de résultat.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (REELLES + ORDRE) BUDGET PRINCIPAL

COMPTE PAR CHAPITRE		BP PRINCIPAL 2010	BP PRINCIPAL 2011	BP PRINCIPAL 2012	% 2012 / 2011	Montant 2012 - 2011
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	30 658 732,00	31 256 173,00	31 864 849,00	1,95%	608 676,00
012	CHARGES DE PERSONNEL	102 007 500,00	101 752 500,00	103 278 787,00	1,50%	1 526 287,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	24 471 684,00	26 484 374,00	26 587 723,00	0,39%	103 349,00
656	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	100 000,00	100 000,00	100 000,00	0,00%	0,00
66	CHARGES FINANCIERES	13 623 855,00	14 102 818,00	14 530 049,00	3,03%	427 231,00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	343 133,00	326 633,00	284 113,00	-13,02%	-42 520,00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	31 524,00	31 524,00	31 524,00	0,00%	0,00
022	DEPENSES IMPREVUES	232 704,00	100 000,00	50 000,00	-50,00%	-50 000,00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	7 750 000,00	8 349 731,00	6 471 103,00	-22,50%	-1 878 628,00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	11 036 705,00	11 250 783,00	11 601 105,00	3,11%	350 322,00
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		190 255 837,00	193 754 536,00	194 799 253,00	0,54%	1 044 717,00



I - 2 – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Pour 2012, l'évolution de **0,54%** des charges de fonctionnement (**194,8 M€**) est marquée par :

- une variation de + 1,95% (+0,6M€) des crédits consacrés au **fonctionnement des services** (chapitre 011 : 31,9 M€) permettant de financer principalement l'augmentation des matières premières et la hausse de fréquentation de certaines structures municipales nécessitant un besoin complémentaire de crédits de fonctionnement ;

- une croissance modérée de 1,5% des **charges de personnel** (chapitre 012 : 103,3 M€) nécessitant un abondement de crédits de 1,5 M€;

- des **autres charges de gestion courante** (chapitre 65 : 26,6 M€) en augmentation de 0,39% (+ 0,1 M€) regroupant les subventions versées, les contingents obligatoires et les indemnités versées aux élus ;

- des **frais de fonctionnement des groupes d'élus** stables à 0,1 M€

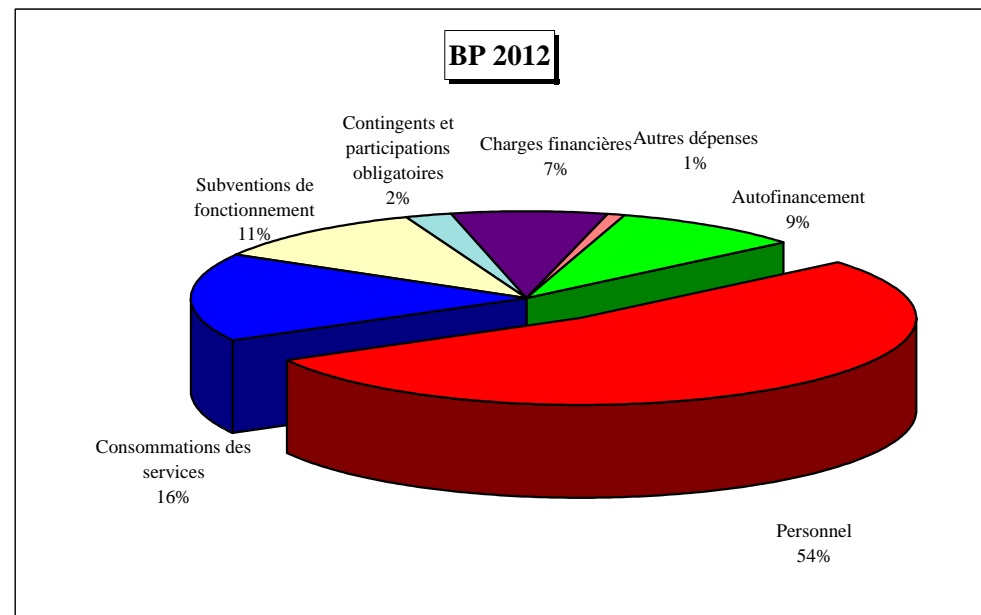
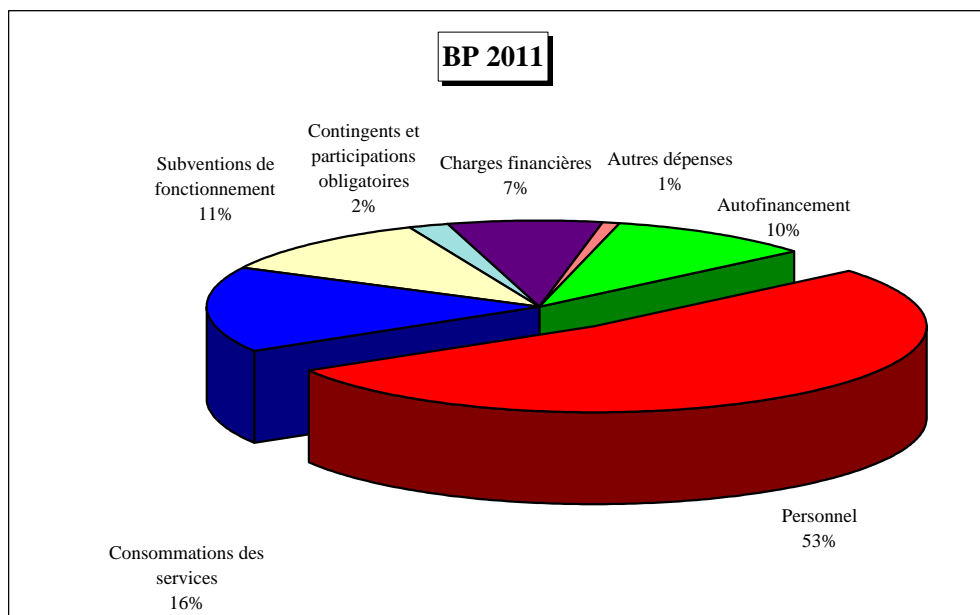
- des **charges financières** (chapitre 66) en hausse de 0,4 M€ et atteignant 14,5 M€;

- une légère diminution du poste **des charges exceptionnelles** arrêté à 0,3 M€;

- un **autofinancement global**, composé du virement à la section d'investissement (chapitre 023 pour 6,5 M€) et des dotations aux amortissements (chapitre 042 pour 11,6 M€), consolidé à hauteur de 18,1 M€ (-7,8 %) soit - 1,5 M€ par rapport au BP 2011.

EVOLUTION PAR NATURE DU BUDGET PRINCIPAL

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	BP 2010	BP 2011	BP 2012	% d'évolution	Montant
<i>Personnel</i>	102 007 500	101 752 500	103 278 787	1,50%	1 526 287
<i>Consommations des services</i>	30 658 732	31 256 173	31 864 849	1,95%	608 676
<i>Subventions de fonctionnement</i>	19 416 658	21 402 608	21 455 382	0,25%	52 774
<i>Contingents et participations obligatoires</i>	3 999 350	4 033 905	4 093 150	1,47%	59 245
<i>Charges financières</i>	13 623 855	14 102 818	14 530 049	3,03%	427 231
<i>Autres dépenses</i>	1 763 037	1 606 018	1 504 828	-6,30%	-101 190
<i>Autofinancement</i>	18 786 705	19 600 514	18 072 208	-7,80%	-1 528 306
- Dotations aux amortissements et aux provisions	11 036 705	11 250 783	11 601 105	3,11%	350 322
- Autofinancement complémentaire	7 750 000	8 349 731	6 471 103	-22,50%	-1 878 628
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	190 255 837	193 754 536	194 799 253	0,54%	1 044 717



Concernant **les charges de personnel**, pour 2012, le Gouvernement n'a pas prévu de faire varier la valeur du point d'indice de la fonction publique. Les crédits complémentaires affectés à ce poste de dépenses serviront donc principalement à financer le coût du GVT (Glissement - Vieillesse - Technicité) qui retrace l'incidence des avancements ou promotions et l'augmentation de la prime (+10 €) attribuée à la majeure partie des agents de la Ville depuis 2008 (190 € en 2012). L'objectif reste, à effectif constant, de conserver un même niveau de services publics offerts aux habitants.

Les crédits affectés à la **consommation des services** (31,9 M€) augmentent de 1,95% en 2012 soit + 0,6 M€. Ces crédits supplémentaires serviront à répondre principalement aux besoins nouveaux liés, par exemple, à la confection des repas de la cuisine centrale, à l'augmentation du prix de l'énergie (gaz, électricité), à la croissance de la demande concernant les garderies périscolaires et les centres de loisirs ou à la taxation de la consommation électrique découlant de l'éclairage public.

Le montant des **subventions de fonctionnement** versées (21,5 M€) ne progresse que de 0,25% (0,05 M€).

La somme dégagée après la réduction de 2,5% de la participation versée à la SEM "Tours Evènements" pour le fonctionnement du Centre des Congrès Vinci, servira à amplifier la contribution au fonctionnement du C.C.A.S. qui atteindra 5,1M€(+ 0,1 M€) dès le BP 2012.

Tous les autres secteurs associatifs continueront à bénéficier d'une enveloppe globale équivalente à celle votée au BP 2011.

Les contingents et participations obligatoires (4,1 M€) évoluent, pour 2012, de 1,47%. La principale inscription concerne la dotation versée au Service Départemental d'Incendie et de Secours au titre du contingent incendie (2,9 M€ en 2012).

Les charges financières s'élèvent à 14,5 M€ en 2012 (contre 14,1 M€ au BP 2011) en augmentation de 3,03% soit + 0,4 M€ suite, notamment, aux conditions dégradées offertes par les banques aux collectivités locales étant précisé que le stock de la dette, quant à lui, continue à diminuer.

A l'intérieur de ce poste, il y a lieu de distinguer les frais relevant des intérêts des emprunts courants et les coûts se rapportant à l'utilisation des lignes de trésorerie. Par ailleurs, la gestion d'une opération particulière de « swaps » nécessite l'inscription d'une dépense avec, en contrepartie, une recette complémentaire sur la ligne des produits financiers.

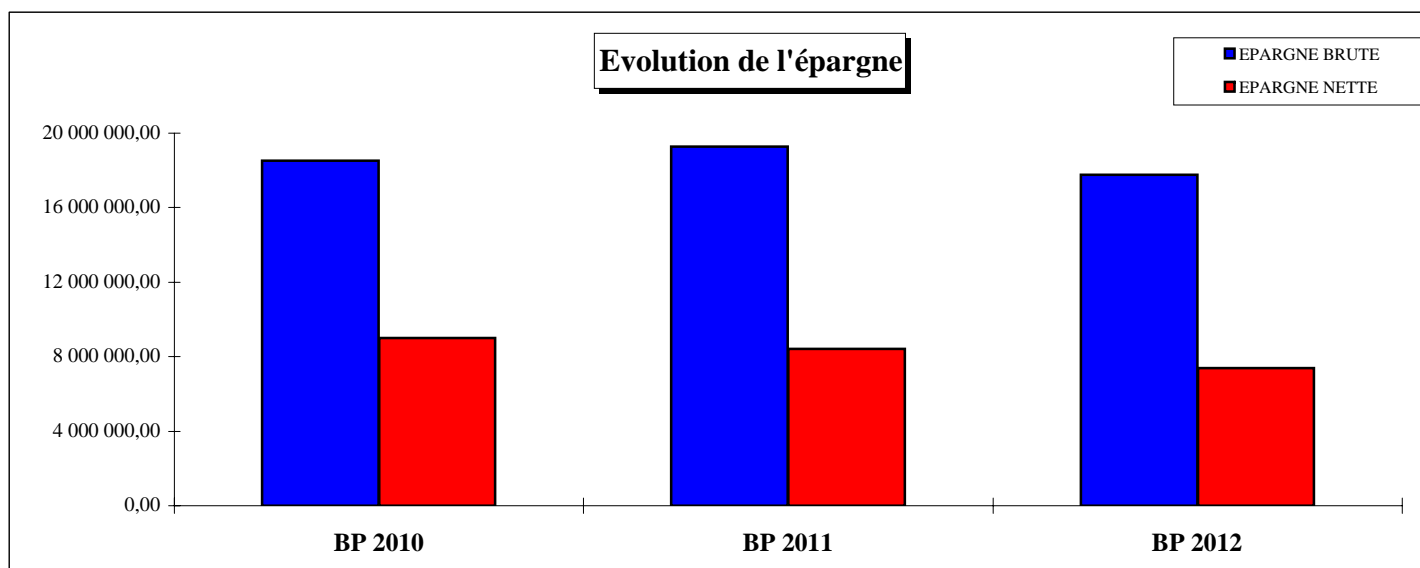
En résumé, la répartition des charges financières s'opère de la manière suivante :

- Intérêts des emprunts : BP 2012 : 12,1 M€- BP 2011 : 11,7 M€
- Intérêts des lignes de trésorerie et CLTR : BP 2012 : 0,4 M€- BP 2011 : 0,5 M€
- Autres charges financières : BP 2012 : 2,0 M€- BP 2011 : 1,9 M€

Les autres dépenses (1,5 M€ soit - 0,1 M€) regroupent les indemnités de fonction et les frais de missions des élus (0,95 M€), les frais de fonctionnement des groupes d'élus (0,1 M€), les pertes sur créances irrécouvrables (0,1 M€), les charges exceptionnelles ainsi que les atténuations de produits (0,3 M€) et les dépenses imprévues (0,05 M€).

L'autofinancement, constitué des dotations aux amortissements et du prélèvement, diminue de 1,5 M€ (- 7,80 %) pour arriver à la somme de 18,1 M€

BUDGET PRINCIPAL	BP 2010	BP 2011	BP 2012	Montant 2012 - 2011	% 2012 / 2011
Recettes réelles de fonctionnement (a)	185 385 837,00	188 855 036,00	189 899 653,00	1 044 617,00	0,55%
Dépenses réelles de fonctionnement (sauf intérêt) (b)	154 779 476,00	157 884 603,00	160 064 045,00	2 179 442,00	1,38%
Capacité courante de financement (c)=(a-b)	30 606 361,00	30 970 433,00	29 835 608,00	-1 134 825,00	-3,66%
Intérêts (y compris rattachement des I.C.N.E.) (d)	12 089 656,00	11 683 419,00	12 077 000,00	393 581,00	3,37%
EPARGNE BRUTE	18 516 705,00	19 287 014,00	17 758 608,00	-1 528 406,00	-7,92%
Taux d'épargne	9,99%	9,99%	9,35%	-0,64%	-6,37%
Capital remboursé opérations courantes (f) (hors refinancement) (comprend la variation du CLTR)	9 499 080,00	10 860 855,00	10 368 656,00	-492 199,00	-4,53%
EPARGNE NETTE	9 017 625,00	8 426 159,00	7 389 952,00	-1 036 207,00	-12,30%



I - 3 - LES RATIOS - L'AUTOFINANCEMENT

La progression plus rapide des dépenses réelles de fonctionnement (+ 2,2 M€ soit + 1,38 %) par rapport aux recettes réelles (hors intérêts de la dette) (+1,1 M€ soit + 0,55 %) entraîne une diminution de la **capacité courante de financement** de 1,1 M€ (-3,66%) qui s'élève à 29,8 M€ au BP 2012.

Comme la charge des intérêts des emprunts (12,1 M€) augmente de 0,4M€, l'**épargne brute** baisse de 1,5 M€ pour ressortir à 17,8 M€ au BP 2012 (-7,92%).

La diminution du capital remboursé de 0,5 M€ (10,4 M€ en 2012 contre 10,9 M€ en 2011), permet d'afficher un montant d'**épargne nette** de 7,4 M€ en perte de 1 M€ par rapport au BP 2011.

Les ratios obligatoires, qui représentent les autres indicateurs financiers, vous sont exposés ci-après.

RATIOS BP 2012

COMMUNE DE TOURS

BUDGET PRIMITIF 2012

I - INFORMATIONS GENERALES INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (municipale et comptée à part - colonne h du recensement INSEE)	139 958
Nombre de résidences secondaires	1 114
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère	Tour(s)plus

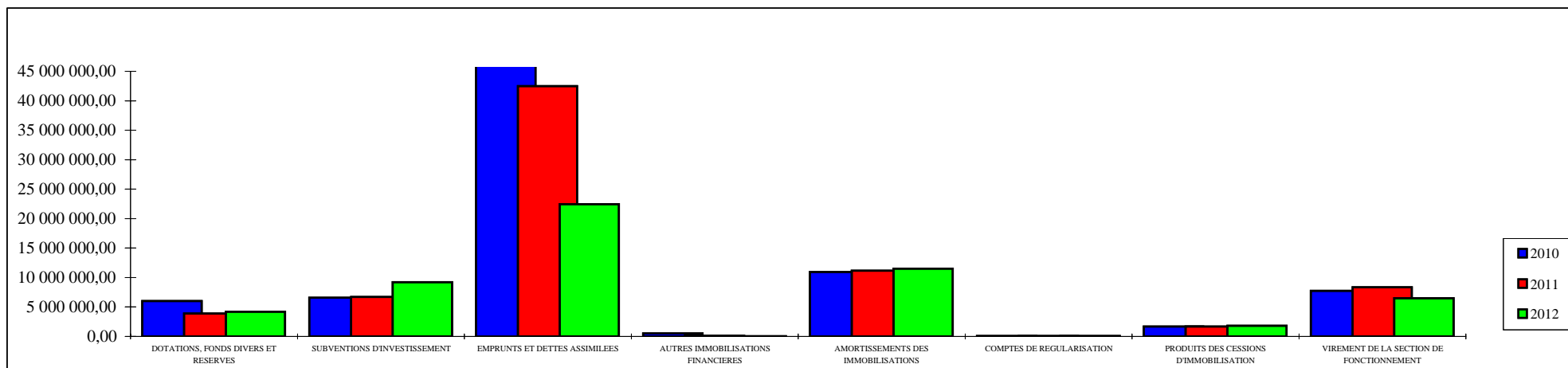
Informations fiscales (N-2)					
Fiche DGF 2010	Potentiel fiscal et financier		Valeurs par hab. pour la commune (Pop. DGF)	Moyennes nationales de la strate/hab.	
	Fiscal	Financier		Fiscal	Financier
3 Taxes	56 949 081		403,41		
Taxe professionnelle	50 230 450		355,82	418,81	
4 Taxes	107 179 531	143 897 452	759,23	1 019,33	1 091,31

Informations financières - ratios -	Valeurs communales	Moyennes nationales (1)
1 Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie/population	1 240,36	1 126,00
2 Produit des taxes / population	496,81	516,00
3 Recettes réelles de fonctionnement/population	1 368,32	1 307,00
4 Dépenses d'équipement/population	202,16	309,00
5 Encours de dette/population	1 740,03	1 096,00
6 Dotation globale de fonctionnement/population	291,77	277,00
7 Dépenses de personnel/Dépenses réelles de fonctionnement	60,0%	54,7%
8 Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal des trois taxes	116,3%	115,8%
9 Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement de la dette en capital/R.R.F.	93,9%	94,0%
10 Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	14,8%	23,6%
11 Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement	127,2%	83,9%

(1) Source : D.G.C.L. "Les collectivités locales en chiffres 2011" (Strate de plus de 100 000 habitants hors Paris)
 Dernier recensement connu et publié de la DGCL à partir des données du CA 2009 sur www.dgcl.interieur.gouv.fr

RECETTES D'INVESTISSEMENT (REELLES + ORDRE) BUDGET PRINCIPAL

COMPTE PAR NATURE		BP PRINCIPAL 2010	BP PRINCIPAL 2011	BP PRINCIPAL 2012	% 2012 / 2011	Montant 2012 - 2011
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	6 000 000,00	3 900 000,00	4 200 000,00	7,69%	300 000,00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	6 587 000,00	6 722 907,00	9 200 470,00	36,85%	2 477 563,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	48 236 596,00	42 508 187,00	22 444 004,00	-47,20%	-20 064 183,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	516 423,00	109 660,00	38 391,00	-64,99%	-71 269,00
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	10 935 600,00	11 149 678,00	11 500 000,00	3,14%	350 322,00
48	COMPTE DE REGULARISATION	101 105,00	101 105,00	101 105,00	0,00%	0,00
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION	1 700 000,00	1 700 000,00	1 800 000,00	5,88%	100 000,00
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	7 750 000,00	8 349 731,00	6 471 103,00	-22,50%	-1 878 628,00
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	81 826 724,00	74 541 268,00	55 755 073,00	-25,20%	-18 786 195,00



II - L'INVESTISSEMENT

II - I - LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

L'évolution des masses budgétaires de cette section n'est pas significative d'une année sur l'autre, compte-tenu des opérations particulières qui peuvent affecter le volume des inscriptions notamment celles consacrées aux emprunts.

A ce titre, pour 2012, le chapitre 16 «**emprunts et dettes assimilées**» (22,4 M€) diminue de 20,1 M€ et comptabilise le besoin en emprunt nouveau de l'exercice 2012 (7,5 M€ contre 8,5 M€ au BP2011) et la capacité de tirage des «Crédits à Long Terme Renouvelables» (14,9 M€ contre 25,2 M€).

«**Les dotations, fonds divers et réserves**» (4,2 M€) intègrent le FCTVA pour 3,6 M€ (+ 0,3 M€) et la taxe d'aménagement pour 0,6 M€

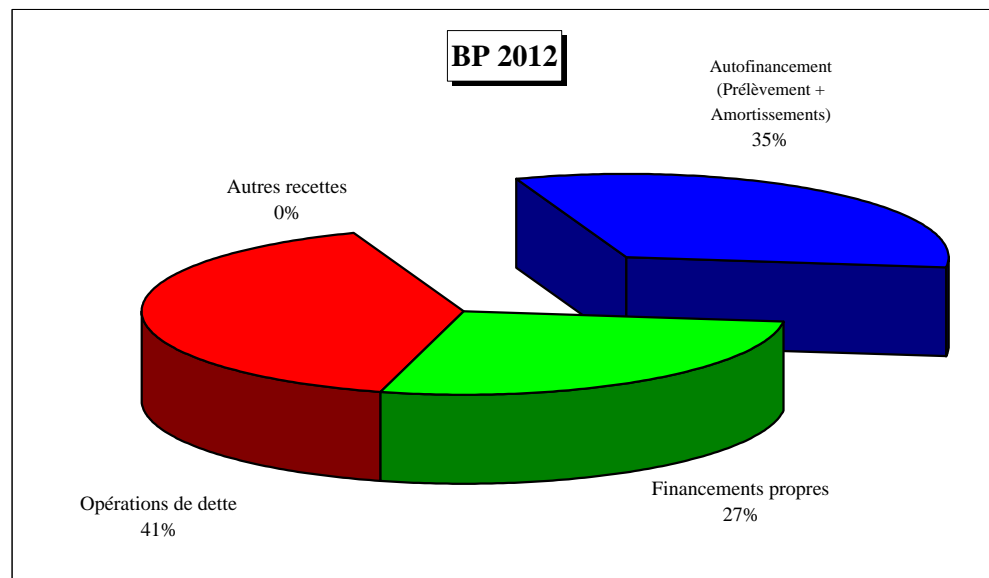
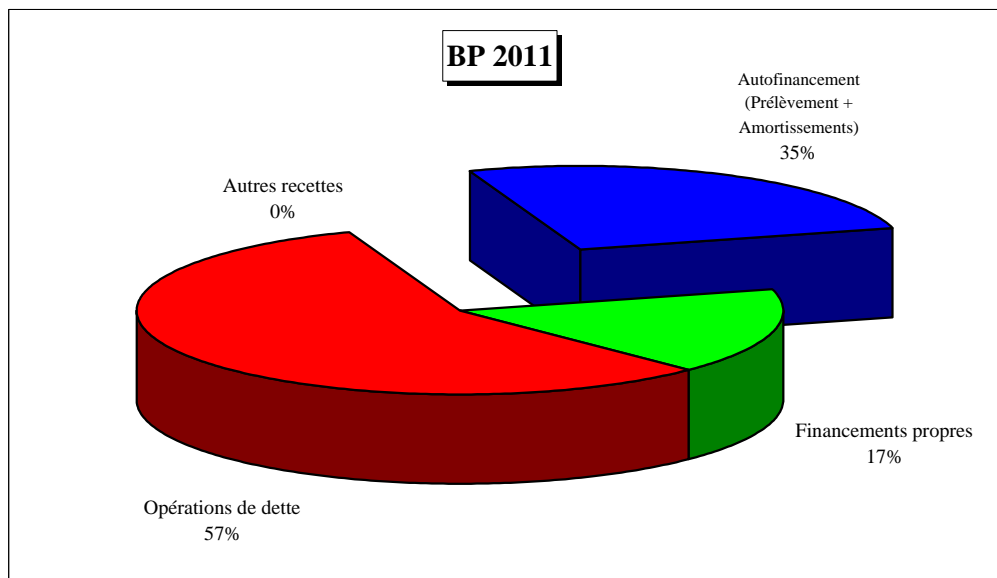
Le compte 13 «**subventions d'investissement**» (9,2 M€ soit + 2,5 M€), enregistre les subventions d'équipement reçues (6,7 M€ soit + 2,1 M€) et le produit des amendes de police (2,5 M€ soit + 0,4 M€).

Les «**autres immobilisations financières**» totalisent un montant de créances de 0,05 M€ alors que les «**cessions d'actifs**» sont évaluées à 1,8 M€ (soit + 0,1 M€).

Les autres postes de recettes, à savoir les comptes 28 «**amortissements des immobilisations**» (11,5 M€), 48 «**comptes de régularisation**» (0,1 M€) et 021 «**virement de la section de fonctionnement**» (6,5 M€), constituent l'**autofinancement** de la section d'investissement qui ressort à 18,1 M€ (-1,5 M€).

EVOLUTION PAR NATURE DU BUDGET PRINCIPAL

RECETTES D'INVESTISSEMENT	BP 2010	BP 2011	BP 2012	% d'évolution	Montant
<i>Autofinancement (amortissement + prélèvement)</i>	18 786 705	19 600 514	18 072 208	-7,80%	-1 528 306
<i>Financements propres</i>	14 803 423	12 432 567	15 238 861	22,57%	2 806 294
- Dotations et amendes de police (FCTVA, TLE, amendes de police)	8 200 000	6 000 000	6 700 000	11,67%	700 000
- Cessions d'actifs	1 700 000	1 700 000	1 800 000	5,88%	100 000
- Créances	516 423	109 660	38 391	-64,99%	-71 269
- Subventions d'investissement & opérations sous mandat	4 387 000	4 622 907	6 700 470	44,94%	2 077 563
<i>Opérations de dette</i>	48 227 646	42 504 687	22 440 004	-47,21%	-20 064 683
- Emprunts nouveaux	8 800 000	8 500 000	7 500 000	-11,76%	-1 000 000
- Crédits long terme renouvelable	39 427 646	25 269 392	14 940 004	-40,88%	-10 329 388
- Réaménagement de dettes		8 735 295			-8 735 295
<i>Autres recettes</i>	8 950	3 500	4 000	14,29%	500
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	81 826 724	74 541 268	55 755 073	-25,20%	-18 786 195



Les recettes d'investissement sont constituées des financements propres de cette section, qu'ils soient d'origine interne (autofinancement, cessions d'actifs, créances) ou externe (FCTVA, Taxe d'aménagement, amendes de police, subventions) et une ressource exogène à la collectivité (l'emprunt).

En dehors de l'autofinancement, les autres **financements propres** s'élèvent à 15,2 M€ en 2012, contre 12,4 M€ au BP 2011, soit + 2,8 M€ répartis comme suit :

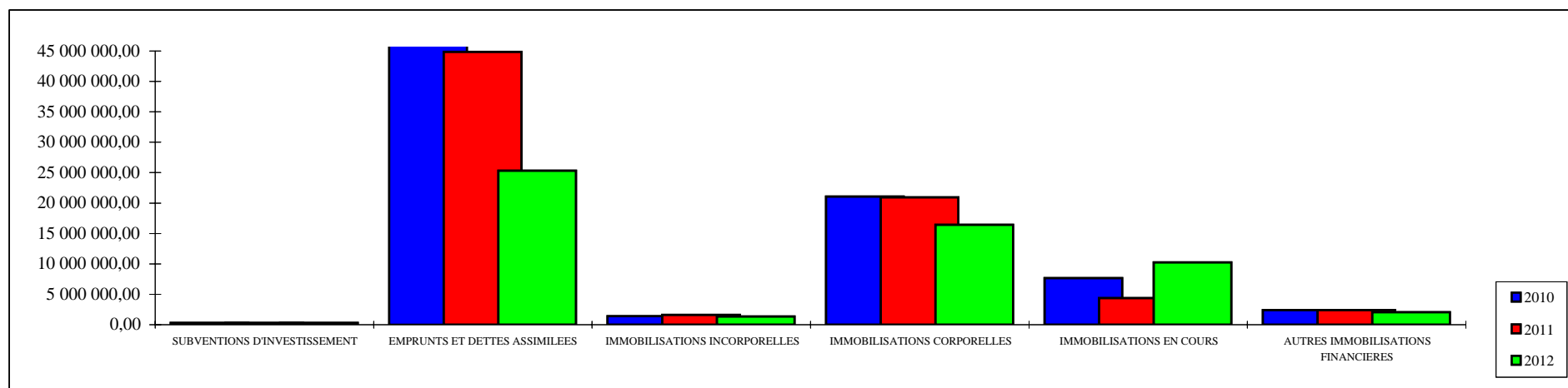
- le FCTVA : 3,6 M€ (contre 3,3 M€ soit + 0,3 M€) ;
- la taxe d'aménagement (ex Taxe Locale d'Équipement) : 0,6 M€ (idem) ;
- le produit des amendes de police : 2,5 M€ (contre 2,1 M€ soit + 0,4 M€) ;
- les créances : - 0,1 M€ ;
- les cessions d'actifs : 1,8 M€ (contre 1,7 M€ soit + 0,1 M€) ;
- Les subventions : 6,7 M€ (contre 4,6 M€ soit + 2,1 M€). A ce titre, peuvent être citées les participations provenant de :
 - la Région Centre pour 3 M€ au titre du contrat d'agglomération signé pour la période 2008/2012 ;
 - Tour(s)plus : 2,2 M€ dont 1 M€ pour l'aménagement du quartier des Deux Lions, 0,3 M€ pour financer les travaux de déviation des réseaux liés à l'arrivée du tramway, 0,2 M€ pour la restructuration de la piscine Gilbert Bozon et 0,5 M€ pour les tribunes du stade de la Vallée du Cher ;
 - Conseil Général d'Indre et Loire pour 0,3 M€ ;
 - l'État 0,6 M€ pour la restructuration de la Bibliothèque Centrale et l'aménagement des réserves des musées à la Camusière ;
 - autres partenaires pour 0,6 M€

Le besoin d'**emprunt** pour 2012 est arrêté à la somme de 7,5 M€ (contre 8,5 M€ au BP 2011).

La ligne consacrée aux C.L.T.R. (14,9 M€) trouve sa contrepartie en dépenses d'investissement pour un même montant. Ces inscriptions servent à satisfaire les besoins en crédits budgétaires nécessaires à la mobilisation de ces emprunts qui fonctionnent comme des lignes de trésorerie.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (REELLES + ORDRE) BUDGET PRINCIPAL

COMPTE PAR CHAPITRE		BP PRINCIPAL 2010	BP PRINCIPAL 2011	BP PRINCIPAL 2012	% 2012 / 2011	Montant 2012 - 2011
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	293 700,00	313 500,00	313 600,00	0,03%	100,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	48 937 176,00	44 877 742,00	25 318 860,00	-43,58%	-19 558 882,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 418 095,00	1 629 871,00	1 364 180,00	-16,30%	-265 691,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	21 092 100,00	20 952 434,00	16 423 660,00	-21,61%	-4 528 774,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	7 659 574,00	4 360 000,00	10 268 300,00	135,51%	5 908 300,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 401 800,00	2 401 300,00	2 043 000,00	-14,92%	-358 300,00
020	DEPENSES IMPREVUES	24 279,00	6 421,00	23 473,00	265,57%	17 052,00
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		81 826 724,00	74 541 268,00	55 755 073,00	-25,20%	-18 786 195,00



II - 2 - LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

L'impact de la variation de certains postes de recettes se retrouve automatiquement sur l'évolution des lignes de dépenses et notamment sur le chapitre 16 «**emprunts et dettes assimilées**» (25,3 M€) qui baisse de 19,6 M€ et regroupe :

- 10,4 M€ consacrés au remboursement courant du capital des emprunts (contre 10,9 M€ en 2011 soit -0,5 M€) reflétant un désendettement net de 2,9 M€ (besoin d'emprunt de 7,5 M€ en 2012) ;
- 14,9 M€ affectés à l'utilisation des C.L.T.R. (contre 25,2 M€ soit - 10,3 M€) ;

Pour information, l'**annuité globale de la dette** (intérêt et capital) ressort à **22,5 M€ en 2012** (contre 22,6 M€ en 2011), pour un **encours de dette** estimé à **238,6 M€ au 31/12/2012** (contre 241,5 M€ au 31/12/2011 et 284 M€ en 1995 soit - 45,4 M€ depuis cette date).

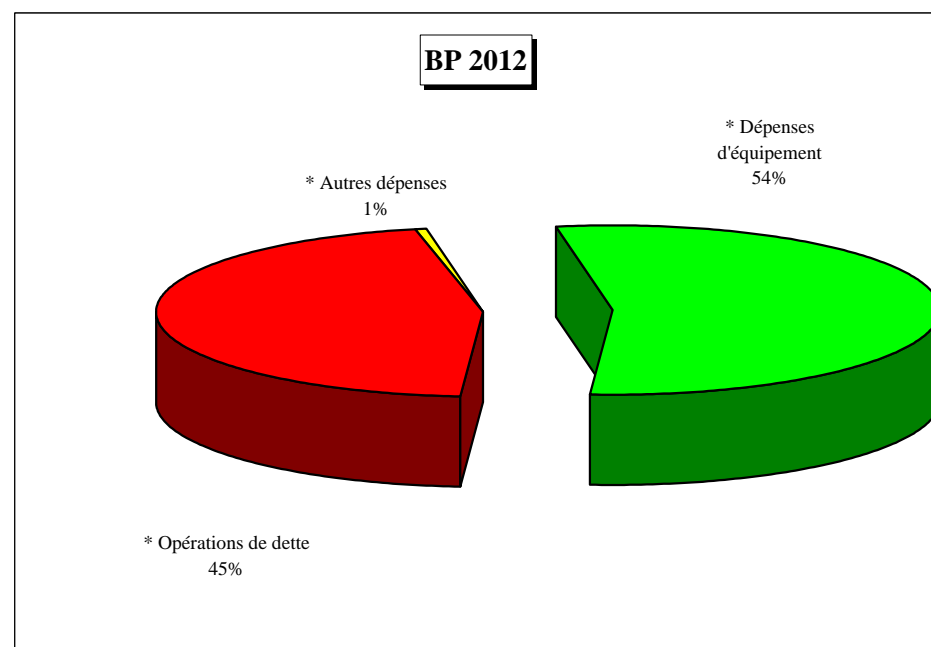
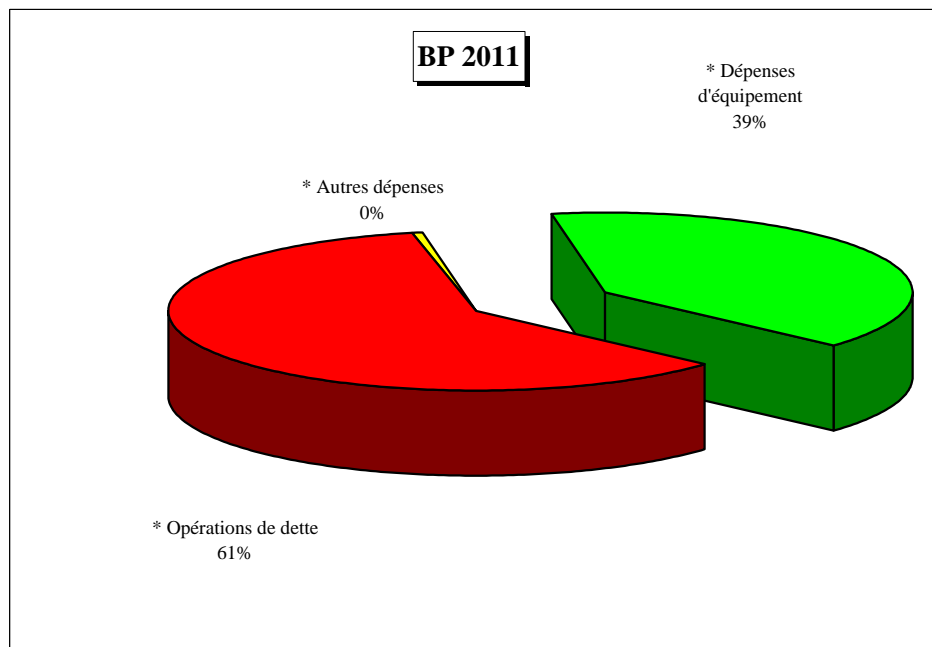
Pour le reste des dépenses, qui concerne essentiellement les sommes consacrées **au plan d'équipement**, soit 30,1 M€ (comptes 20 à 27), la ventilation des articles par nature des programmes conduit à des répartitions différentes d'un exercice sur l'autre.

Le compte 13 «**Subventions d'Investissement**» (0,3 M€) regroupe un mouvement d'ordre de reprise des subventions d'investissement au compte de résultat trouvant sa contrepartie en recettes de fonctionnement.

Le détail de ces rubriques vous est présenté dans les pages qui suivent.

EVOLUTION PAR NATURE DU BUDGET PRINCIPAL

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	BP 2010	BP 2011	BP 2012	% d'évolution	Montant
<i>* Dépenses d'équipement</i>	32 571 069	29 343 605	30 099 140	2,57%	755 535
<i>* Opérations de dette</i>	48 926 726	44 865 542	25 308 660	-43,59%	-19 556 882
- Remboursement de la dette (y compris part CLTR)	9 499 080	10 860 855	10 368 656	-4,53%	-492 199
- Crédit long terme renouvelable (droit de tirage)	39 427 646	25 269 392	14 940 004	-40,88%	-10 329 388
- Réaménagement de la dette		8 735 295			-8 735 295
<i>* Autres dépenses</i>	328 929	332 121	347 273	4,56%	15 152
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	81 826 724	74 541 268	55 755 073	-25,20%	-18 786 195



Le montant total du **Plan d'Équipement** 2012 s'élève à **30,1 M€**, somme supérieure de 0,75 M€ à celle prévue au BP 2011.

Si l'on consolide cette enveloppe avec les opérations prises en charge par la Communauté d'Agglomération Tour(s)plus (16,8 M€), celles financées sur le budget annexe de l'eau (3 M€), celles assurées par le S.I.T.C.A.T. (1,6 M€) en dehors des travaux engagés pour le tramway (263 M€ pour 2012), ce sont **près de 51,5 M€** qui seront investis sur le territoire de la Ville en 2012.

Pour le budget principal de la Ville, le financement de ce plan d'équipement est assuré par l'épargne nette pour 7,4 M€ (25%), les autres financements propres dégagés de la section d'investissement pour 8,5 M€ (28%), les subventions reçues pour 6,7 M€ (22%) et par l'emprunt pour 7,5 M€ (25%).

Le détail de ces différents programmes vous est exposé dans les tableaux ci-après avec le montant des autorisations de programme votées.

Liste des programmes d'investissement

BP 2012

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2012

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2012
ANIMATION COMMERCIALE ET TOURISTIQUE		
COMMERCE		90 000
Revêtement des Places et Marchés		20 000
Renouvellement des bornes électriques boulevard Heurteloup		40 000
WC publics sur les marchés et fêtes foraines		30 000
TOURISME		60 000
Fouilles sur site Marmoutier		20 000
Site Marmoutier : travaux conservatoires pour ouverture au public		40 000
TOTAL ECONOMIE		150 000

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2012

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2012
JEUNESSE		
<u>GROUPES SCOLAIRES</u>		1 075 000
<u>Bâtiments</u>		
- Travaux de grosses réparations (dont GEEP)		426 000
- Remplacement de fenêtres école Molière		24 000
- Logements de fonction - Conciergeries		10 000
- Remise en état des locaux accueil périscolaire		50 000
- Groupe scolaire J.Fontaine : reconstruction maternelle et primaire (AP 137)	4 100 000	40 000
<u>Equipements</u>		
- Dotation mobilier dans les écoles		70 000
- Dotation matériel pédagogique		35 000
- Matériel informatique + photocopieurs		140 000
- Aménagement des cours d'écoles		210 000
- Mobilier pour accueil dans les écoles		20 000
- Ecrans numériques dans les écoles		20 000
- Aires de jeux scolaires : rénovation		30 000
<u>RESTAURANTS SCOLAIRES</u>		290 000
Cuisine centrale : travaux de mise aux normes des locaux		100 000
Cuisine centrale : acquisition de matériels		65 000
Programme de mobiliers dans les restaurants scolaires		20 000
Programme de renouvellement des fours et des lave-vaisselles		40 000
Traitement acoustique de salles de restauration		30 000
Restauration Raspail : restructuration des locaux 1ère tranche (AP 143)	250 000	35 000
<u>ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET PROFESSIONNEL</u>		40 000
CFPP Preuilly - Travaux de sécurité		40 000
TOTAL JEUNESSE		1 405 000

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2012

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2012
SPORTS		
<u>BATIMENT</u>		
		5 190 000
- CMS - Piscine Bozon - Restructuration et rénovation (AP 129)	6 000 000	2 000 000
- CMS - Réaménagement des locaux annexes Grenon (TVB) (AP 130)	710 000	560 000
- CMS - Travaux de sécurité espace PC de sécurité (2ème tr)		100 000
- Bâtiments sportifs - Travaux de grosses réparations		400 000
- Stade de la vallée du Cher - Travaux (AP 131)	6 164 625	2 000 000
- Stades - Renforcement de l'éclairage pour homologation		100 000
- Bâtiments sportifs : Réfection alarme anti-intrusion		30 000
<u>EQUIPEMENTS EXTERIEURS</u>		
		60 000
- Travaux 1ère urgence (plateaux sportifs, zones accostage etc...)		60 000
<u>SERVICE DES SPORTS</u>		
		330 000
- Matériels et équipements		250 000
- Travaux en régie		80 000
TOTAL SPORTS		5 580 000

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2012

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2012
CULTURE		
- Conservatoire à Rayonnement Régional (ex CNR)		80 000
Acquisition d'instruments de musique		50 000
Travaux de grosses réparations		30 000
- Bibliothèque		1 045 000
Acquisition d'ouvrages		137 000
Acquisitions patrimoniales (dont le Fonds Bonnefoy)		8 000
Bibliothèque centrale : Travaux de mise aux normes et de modernisation (AP 116)	5 300 000	900 000
- Musée des Beaux Arts		1 182 500
Acquisition et restauration d'oeuvres d'art		40 000
Aménagement des réserves de la Camusière (AP 111)	2 800 000	1 100 000
Restauration des œuvres avant déplacement sur le site de la Camusière (AP 132)	263 733	42 500
- Museum d'Histoire Naturelle		40 000
Naturalisation d'animaux		2 000
Installation d'une détection incendie et extension alarme anti-intrusion		32 000
Réfection de la climatisation du terrarium		6 000
- EPCC Tours, Angers, Le Mans		20 000
Acquisition de matériels		20 000
- Hôtel des Ducs de Touraine		100 000
Isolement incendie entre salle Ockeghem et Maison des Anciens Combattants		100 000
- Grand Théâtre		20 000
Isolement incendie des cages d'escaliers		20 000
- Cinémathèque Henri Langlois		20 000
Travaux d'aménagement des locaux		20 000
TOTAL CULTURE		2 507 500

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2012

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2012
ENVIRONNEMENT		
<u>PARCS ET JARDINS</u>		1 026 500
Parc paysager Plaine Gloriette - Aire d'animation		25 000
Grosses réparations dans les jardins familiaux		30 000
Régénération des parcs forestiers		20 000
Travaux divers de grosses réparations		5 000
Matériel, mobilier de jardin et signalétique installés en régie		60 000
Cheptel et collections		7 000
Jardin Botanique - Aménagement 2ème phase (AP 115)	956 800	70 000
Mise aux normes des enclos animaliers		10 000
Rénovation des grilles des jardins anciens		20 000
Restauration de jardins historiques		15 000
Rénovation des plans d'eau et rives		50 000
Création de jardins partagés et familiaux		40 000
Locaux d'équipes Parcs et Jardins : réalisation plateforme de stockage		6 000
Jardin Place Meffre (AP 133)	717 600	150 000
Rénovation parc H.Balzac (1ère tranche) (AP 140)	383 000	30 000
Dalle de Rochepinard - Travaux		23 500
Rénovation du parc du château du Plessis		25 000
Travaux en régie		160 000
Valorisation Main d'Oeuvre		280 000
<u>Matériel</u>		190 000
Divers matériels Parcs et Jardins (spécialisé et outillage)		120 000
Acquisition de bacs d'orangerie		20 000
Acquisition de bacs urbains (accompagnement végétalisé du TRAM)		50 000
TOTAL ENVIRONNEMENT		1 216 500

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2012

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2012
SOCIAL		
<u>EQUIPEMENTS SOCIAUX</u>		678 000
CRECHES		
Crèches (tx de grosses réparations)		150 000
Acquisition de matériel et mobilier pour les crèches		45 000
Crèche Hallebardier : travaux de reprise suite aux expertises		40 000
PATRONAGES ET EQUIPEMENTS SOCIO-CULTURELS		
Patronages et équipements socio-culturels - travaux et mobilier		100 000
GS Pérochon - Déménagement de l'association Douet Milletière		48 000
CENTRES DE LOISIRS		
Centres de loisirs - travaux de grosses réparations		150 000
Centres de loisirs - Opérateurs		40 000
DIVERS		
Aires de jeux d'enfants dans les quartiers		80 000
Centre d'hébergement A.Thomas : grosses réparations		25 000
<u>AUTRES</u>		554 180
Logement social		530 000
Subventions à verser en annuités		24 180
<u>POLITIQUE DE LA VILLE</u>		245 000
Subventions d'équipement		50 000
Conseils de la Vie Locale		140 000
Equipement divers - renouvellement de matériels		55 000
TOTAL SOCIAL		1 477 180

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2012

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2012
VIE DE LA CITE		
BATIMENTS		
Mairie - Aménagement de Services		352 560
Mairie - Réfection des armoires électriques		100 000
Mairie - Réaménagement Sces Cimetières et EPN		20 000
Hôtel de Ville - Aménagement d'un local pour traiteurs		120 000
Hôtel de Ville - Aménagement d'un local pour traiteurs		70 000
Ateliers de la Milletière - Locaux d'équipes : alarme anti-intrusion		30 000
Ateliers Site Tonnellé : alarme anti-intrusion		12 560
TRAVAUX SUR LES BATIMENTS PUBLICS		
1 084 000		
Travaux à l'entreprise		170 000
Travaux de sécurité dans divers bâtiments		80 000
Mise en conformité des ascenseurs		40 000
Mise en conformité des installations électriques : conformité		40 000
Mise en conformité des installations électriques : détecteur ionique		50 000
Accès handicapés : diagnostic et travaux		200 000
Remplacement des pompes de relevage		9 500
Rénovation des portes piétonnes et industrielles		4 500
Domaine d'Azay -Le-Ferron : château - grosses réparations		30 000
Extension des locaux du Centre Funéraire (AP 139)	920 000	60 000
Fourrière de Larçay (AP 141)	600 000	50 000
Travaux en Régie		
- Bâtiments -Crédits matériaux		100 000
- Bâtiments - Valorisation Main d'Oeuvre		250 000

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2012

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2012
<u>AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT</u>		848 300
- Remboursement créances P4 dossier PPP chauffage urbain (AP 104)	4 301 446	358 300
- Poste de transformation : remplacement cellules HT et BT		40 000
- Diagnostic amiante		15 000
- Travaux d'économies d'énergies énergies renouvelables		200 000
- Sécurisation des chaufferies		50 000
- Passage chaufferies FOD au Gaz		20 000
- Véhicules propres		50 000
- Optimisation de l'eau et arrosage intégré		60 000
- Production horticole : régulation climatique des serres		30 000
- Matériel Gestion Adaptée (Parcs Jardins)		25 000
<u>EDIFICES CULTUELS</u>		30 000
Basilique Saint-Martin : travaux de sécurité (dôme et couverture)		30 000
<u>REHABILITATION</u>		30 000
Digitalisation des plans des bâtiments municipaux		30 000
<u>CIMETIERES</u>		195 500
Travaux divers		140 000
<u>Travaux en régie</u>		
Crédits matériaux		30 500
Valorisation Main d'Oeuvre		25 000
<u>POLICE MUNICIPALE</u>		20 000
Acquisitions diverses		20 000
<u>AUTRES</u>		80 000
Matériel et Fêtes : divers matériels		25 000
Matériel et Fêtes : aménagement du magasin		15 000
Archives Municipales - Achat et restauration de documents anciens		13 000
Archives Municipales - Numérisation des documents anciens		7 000
Service Population : Numérisation des actes d'Etat Civil		20 000
TOTAL VIE DE LA CITE		2 640 360

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2012

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2012
ADMINISTRATION LOGISTIQUE MUNICIPALE		
<u>PARC AUTOS</u>		175 000
Grosses réparations		110 000
Matériel Parcs autos		15 000
Modernisation du garage municipal		50 000
<u>EQUIPEMENT MATERIEL</u>		818 000
- Enveloppe matériel		125 000
- Renouvellement de véhicules		300 000
- Enveloppe pour matériel imprévu		50 000
- Autocommutateur de la mairie : renouvellement (AP 136)	535 000	289 000
- Sécurité Civile et Prévention		
Matériel de défense civile et incendie		10 000
Acquisition de défibrillateurs		4 000
Accueil sécurité HDV : vidéoprotection parking HDV		15 000
- Ressources Humaines		
Prévention professionnelle : matériel		15 000
Personnel handicapé : matériel		10 000
<u>MOYENS DE GESTION COMMUN</u>		784 400
Plan des actions envers la population et modernisation des méthodes de travail		363 000
Accès sécurité des bâtiments et lieux publics		70 000
Plan particulier Réseau Indépendant Ville		120 000
Programmes particuliers des services		165 000
Plan Espaces Publics Numériques		66 400
TOTAL ADMINIST. LOGIST. MUNICIPALE		1 777 400

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2012

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2012
AMENAGEMENTS ET COMMUNICATIONS URBAINS		
<u>TRAVAUX CONFIES AUX SEM</u>		
		2 264 000
S.E.T. Quartier 2 lions		2 043 000
Zac Beaumont : Etudes préalables (AP 125)	300 000	121 000
Concession Haut rue Nationale		100 000
<u>PROGRAMMES ANNUELS DE VOIRIE</u>		
		1 474 000
Aménagement de pistes cyclables		200 000
Travaux de voirie - Chaussées		700 000
Travaux de voirie - Trottoirs		500 000
Travaux d'accompagnement régie		
- travaux d'accompagnement		37 000
- matériel		37 000
<u>OPERATIONS PARTICULIERES</u>		
		2 255 000
Démolition d'immeubles		50 000
Embellissement des espaces publics du Vieux Tours (AP 117)	2 392 000	500 000
PVR Milletière		180 000
PAE Montjoyeux		125 000
Requalification secteur des Halles (AP 120)	717 000	400 000
Aménagement secteur Abattoirs - 1ère tranche		500 000
Place du Général Leclerc (AP 142)	1 200 000	500 000
<u>INFRASTRUCTURES ROUTIERES</u>		
		75 000
Garde corps		25 000
Ponts - Inspection d'ouvrage		50 000
<u>AMENAGEMENT URBAIN</u>		
		838 000
Acquisitions foncières		200 000
Acquisition foncière opération Dames Blanches - 1ère phase		38 000
Plan d'embellissement		600 000
<u>ECLAIRAGE PUBLIC</u>		
		905 000
Mise en Lumière		320 000
Rénovation des réseaux - Accord cadre autres prestations		40 000
Rénovation des réseaux de Tours Nord		58 000
Rénovation des réseaux de Tours Centre		92 000
Rénovation des réseaux de Tours Sud		55 000
Matériel pour rénovation des réseaux d'éclairage public		50 000
Dissimulation des réseaux aériens		250 000
Accompagnement à la dissimulation des réseaux		40 000

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2012

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2012
<u>EAUX PLUVIALES</u>		875 000
Plan de récolement		10 000
Fourniture de tampons fonte		20 000
Création de bouches avaloirs et antennes pluviales		15 000
TRAM : Opération de dévoiement des réseaux (AP123)	5 000 000	600 000
Mise en séparatif EU / EP secteur Champ Chardon		50 000
Fontaine de Mié : Réhabilitation du ruisseau(TC)		80 000
Modification secteur Centre		100 000
<u>BASSINS ET FONTAINES</u>		22 000
Acquisition de matériel et outillage		2 000
Travaux de maçonnerie divers sur ouvrages (grosses réparations sur matériel)		10 000
Remplacement des pompes dans divers bassins		10 000
<u>VOIRIE FLUVIALE</u>		167 000
Acquisition de matériel et outillage		2 000
Remplacement matériel électromécanique		10 000
Emplacement rambardes barrage sur le Cher et signalisation noyades		75 000
Batardage et vérification des axes de 2 clapets du grand barrage		80 000
<u>AUTRES</u>		162 000
Subventions de ravalement		50 000
Etude secteur sauvegardé (AP 119)	336 000	112 000
<u>CIRCULATION - STATIONNEMENT</u>		270 000
Aménagement de sécurité		50 000
Signalisation tricolore		50 000
Equipement ateliers		5 000
Matériel spécifique		25 000
Mobilier urbain		40 000
Jalonnement		50 000
Mise en accessibilité PMR		50 000

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2012

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2012
<u>TOPOGRAPHIE ET CARTOGRAPHIE</u>		67 700
Travaux topographiques		20 000
Mise à jour du plan topographique urbain		20 000
Copieur traceur		27 700
<u>NETTOIEMENT</u>		310 000
Engins divers		240 000
Divers matériels		20 000
Locaux d'équipes Menneton : Rénovation locaux du personnel		50 000
<u>TRAVAUX EN REGIE</u>		3 660 500
Crédits matériaux		750 000
Valorisation Main d'Oeuvre		2 910 500
TOTAL AMENAGEMENTS ET COMMUNICATIONS URBAINS		13 345 200
Total Général des Programmes d'Investissement 2012		30 099 140

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT PRIS EN CHARGE PAR LE SITCAT - PROJETS 2012

Libellés	Crédits de paiement
AMENAGEMENTS LIES A LA RESTRUCTURATION DU RESEAU	1 590 000
Parc relais Mayer	1 020 000
Liaison Grammont Trousseau	520 000
Liaison Heurteloup Vaucanson	50 000
Total Général des Programmes d'Investissement 2012	1 590 000

Pour mémoire, le montant des travaux directement liés au tramway s'élèvera sur l'exercice à **262.869.496 €**

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT PRIS EN CHARGE PAR TOUR(S) PLUS - PROJETS 2012

Libellés	Crédits de paiement
ECONOMIE	8 917 000
Quartier des 2 Lions	1 017 000
Rochevinard - Restructuration Vatel	300 000
Pôle S2E2 - CERTEM + (Stmicroelectronics)	4 500 000
Présidence de l'Université	1 600 000
Participation UFR de Médecine (Site La Riche)	1 500 000
SPORTS	3 017 900
Terrain de sport de la Chambrière	870 000
Fonds de concours Stade de la Vallée du Cher	525 400
Fonds de concours rénovation piscine BOZON	1 037 500
Rivière de contournement	20 000
Extension compact golf	565 000
CULTURE	3 099 999
Centre d'Art Contemporain O.Debré	749 999
Pôle des Arts Urbains - (Grandes Brosses et Saint-Pierre des Corps)	2 350 000
SOCIAL	694 184
Sanitas - Locaux d'activité rue F.Morin	564 184
Sanitas - Requalification place rue F.Morin	80 000
Centre - Franchissement dénivelé gare de Tours	50 000
AMENAGEMENTS ET COMMUNICATIONS URBAINS	250 000
Fonds de concours Place du Général Leclerc	250 000
TRANSPORT	100 000
Fonds de concours exceptionnel pour dévoiement des réseaux d'eaux pluviales	100 000
ENVIRONNEMENT	700 000
Bois rue de la Chambrière	100 000
Politique Agricole de Proximité	200 000
Réhabilitation Bâtiment Agricole Gloriette	400 000
Total Général des Programmes d'Investissement 2012	16 779 083

INVESTISSEMENTS PROGRAMMES SUR LA VILLE DE TOURS EN 2012

Libellés	Programmes d'Investissement Ville de Tours	Programmes d'Investissement Tour(s) Plus	Programmes d'Investissement Sitcat	Programmes d'Investissement Budgets annexes	Total par Domaine
ECONOMIE	150 000	8 917 000			9 067 000
JEUNESSE	1 405 000				1 405 000
SPORTS	5 580 000	3 017 900			8 597 900
CULTURE	2 507 500	3 099 999			5 607 499
ENVIRONNEMENT	1 216 500	700 000			1 916 500
SOCIAL	1 477 180	694 184			2 171 364
VIE DE LA CITE	2 640 360				2 640 360
ADMINISTRATION LOGISTIQUE MUNICIPALE	1 777 400				1 777 400
AMENAGEMENTS ET COMMUNICATIONS URBAINS	13 345 200	250 000			13 595 200
TRANSPORT		100 000	1 590 000		1 690 000
EAU				3 080 000	3 080 000
Total Général des Programmes d'Investissement 2012	30 099 140	16 779 083	1 590 000	3 080 000	51 548 223

Pour mémoire, le montant des travaux directement liés au tramway s'élèvera sur le Budget du SITCAT à 262.869.496 €

2ème PARTIE - PRESENTATION DES BUDGETS ANNEXES

SERVICE DE L'EAU - BUDGET PRIMITIF 2012 - FONCTIONNEMENT

CHAP	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2011	B.P. 2012	DIFFERENCE		CHAP	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2011	B.P. 2012	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
011	Charges à caractère général	1 936 909,00	1 957 818,00	20 909,00	1,08%	70	Ventes de produits	10 626 600,00	10 191 000,00	-435 600,00	-4,10%
012	Charges du personnel et frais ass.	2 145 489,00	2 250 458,00	104 969,00	4,89%	77	Produits exceptionnels	10 000,00	10 000,00	0,00	0,00%
65	Autres charges de gestion courante	8 063 500,00	7 810 000,00	-253 500,00	-3,14%	75	Autres produits de gestion courante	8 038 500,00	7 800 000,00	-238 500,00	-2,97%
66	Charges financières	108 782,00	255 585,00	146 803,00	134,95%	042	Opérat. ordre transf. entre sect.	519 100,00	523 700,00	4 600,00	0,89%
67	Charges exceptionnelles	70 350,00	38 400,00	-31 950,00	-45,42%	013	Atténuation de charges	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00%
014	Atténuation de produits	2 819 100,00	2 772 000,00	-47 100,00	-1,67%						
042	Opérat. ordre transf. entre sect.	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00%						
023	Virement à la sect. d'investissement	2 051 570,00	1 410 151,00	-641 419,00	-31,26%						
022	Dépenses imprévues	0,00	31 788,00	31 788,00							
	DEPENSES TOTALES	19 195 700,00	18 526 200,00	-669 500,00	-3,49%		RECETTES TOTALES	19 195 700,00	18 526 200,00	-669 500,00	-3,49%

SERVICE DE L'EAU - BUDGET PRIMITIF 2012 - INVESTISSEMENT

CHAP	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2011	B.P. 2012	DIFFERENCE		CHAP	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2011	B.P. 2012	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
040	Opérat. ordre transf. entre sect.	519 100,00	523 700,00	4 600,00	0,89%	16	Emprunts et dettes assimilées	2 908 730,00		-2 908 730,00	-100,00%
16	Emprunts et dettes assimilées	113 700,00	306 451,00	192 751,00	169,53%	040	Opérat. ordre transf. entre sect.	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00%
20	Immobilisations incorporelles	53 500,00	165 000,00	111 500,00	208,41%	021	Virement de la sect d'exploit.	2 051 570,00	1 410 151,00	-641 419,00	-31,26%
21	Immobilisations corporelles	2 244 000,00	2 415 000,00	171 000,00	7,62%						
23	Immobilisations en cours	4 030 000,00		-4 030 000,00	-100,00%						
	DEPENSES TOTALES	6 960 300,00	3 410 151,00	-3 550 149,00	-51,01%		RECETTES TOTALES	6 960 300,00	3 410 151,00	-3 550 149,00	-51,01%

BUDGET ANNEXE DE L'EAU
BUDGET PRIMITIF 2012

Ce budget s'équilibre, en recettes et en dépenses, à la somme de 21,9M€ soit :

- ♦ 18,5 M€ pour la section de fonctionnement,
- ♦ 3,4 M€ pour la section d'investissement.

Les recettes d'exploitation affichent une baisse de -3,5% (-0,7M€). En effet, le produit de la vente de l'eau est en diminution de -4,10% (-0,4M€) malgré une revalorisation des tarifs de 2%. Cette baisse traduit la tendance observée depuis plusieurs années d'une réduction de la consommation de l'eau. Par ailleurs, une anticipation à la baisse est programmée sur les demandes de nouveaux branchements.

Les charges de fonctionnement suivent la même logique que les recettes (-3,5%) par rapport à 2011. Les charges à caractère général (2M€) sont contenues avec une légère augmentation de 1,08%.

Les dépenses du personnel (2,2M€) progressent de +4,9% (+0,1M€) par rapport aux prévisions 2011. L'ouverture de deux postes d'agents techniques courant 2011 et les avancements d'échelon expliquent cette hausse.

Contrairement aux années antérieures, les charges financières augmentent sensiblement. En effet, un emprunt de 3,8M€ a été nécessaire pour terminer les travaux liés à trois grosses opérations (Ile aux vaches, Station d'alerte et dévoiement des réseaux de la ligne du Tramway). L'encours de la dette s'élève à 5,6M€ au 01/01/2012 contre 2,2M€ au 01/01/2011.

L'autofinancement net ressort à 3,4M€ et permet de financer en totalité le plan d'équipement 2012. Le volume de ce dernier s'élève à 3,08M€ contre 6,3M€ en 2011. La fin des opérations sus-mentionnées explique cet écart important.

Le détail des différentes opérations du plan d'équipement 2012 vous est présenté ci-après.

BUDGET DE L'EAU - PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT 2012

Libellés	Montant de L'AP	Programmes d'Investissement 2012
<u>FRAIS DE RECHERHE</u>		165 000
Mise à jour plans de repérage réseaux		20 000
Travaux topographiques		20 000
Licence serveur hébergeant la base abonnés - licences BO		5 000
Tx périmètre de protection des captages (AP 2 000 000 €)	AP N° 4	60 000
Transfert d'eau à Parçay Meslay		60 000
<u>CONSTRUCTIONS DE BATIMENTS</u>		540 000
Gros travaux d'entretien de bâtiments		120 000
Aménagement Accueil abonnés		20 000
Réfection de l'étanchéité des réservoirs enterrés Rives du Cher		400 000
<u>INSTALLATIONS A CARACTERE SPECIFIQUE</u>		1 445 000
Renouvellement canalisations diverses rues		1 300 000
Imprévus pour prestations urgentes		30 000
Extension réseaux d'eau av Montjoyeux		50 000
Opération Résidence Maryse Bastié		50 000
Extension réseau chemin Jacques IBERT		15 000
<u>MATERIEL INDUSTRIEL</u>		34 000
Imprévus pour réparations sur matériel		20 000
Acquisition de matériels et outillages		14 000
<u>MATERIELS SPECIFIQUES</u>		215 000
Grosses réparations sur matériel hydraulique et renouvellement		85 000
Acquisition de matériels et outillages spécifiques eau potable		30 000
Dispositif de comptage		100 000
Acquisition de matériel et outillage (corrélateur pour détection de fuites)		
<u>INSTALLATIONS COMPLEXES SPECIALISEES</u>		20 000
Travaux à l'entreprise		20 000
Cable immergé dans galerie entre Ile aux vaches et le Val Fleuri		
<u>MATERIEL DE TRANSPORT</u>		126 000
Grosses réparations sur matériel roulant		26 000
Remplacement de véhicules		100 000

Libellés	Montant de L'AP	Programmes d'Investissement 2012
<u>MATERIEL BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE</u>		20 000
Matériels informatiques (administratifs)		10 000
Acquisition de matériels et logiciels informatiques industriels pour télégestion		10 000
<u>Autre Matériel pour le Service</u>		15 000
Mobilier de bureau		5 000
Autres immobilisations corporelles		10 000
<u>TRAVAUX EN REGIE</u>		500 000
Travaux en régie		500 000
TOTAL EAU 2012		3 080 000

CHAP.	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2011	B.P. 2012	DIFFERENCE		CHAP.	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2011	B.P. 2012	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
011	Charges à caractère général	1 068 128,00	1 089 892,00	21 764,00	2,04%	70	Ventes de produits	610 601,00	670 412,00	59 811,00	9,80%
012	Charges du personnel et frais ass.	4 640 694,00	4 709 202,00	68 508,00	1,48%	74	Dotations subv et particip	5 193 022,00	5 195 022,00	2 000,00	0,04%
65	Autres charges de gestion courante	37 990,00	23 726,00	-14 264,00	-37,55%	75	Autres produits de gestion courante	15,00	12 212,00		0,00%
66	Charges financières		0,00	0,00		013	Atténuation de charges	5 674,00	5 674,00	0,00	0,00%
67	Charges exceptionnelles	2 500,00	2 500,00	0,00	0,00%	042	Opér. ordre transf. entre sect.	18 097,00	2 000,00	-16 097,00	-88,95%
042	68 Opér. ordre transf. entre sect.	78 097,00	60 000,00	-18 097,00	-23,17%						
	DEPENSES TOTALES	5 827 409,00	5 885 320,00	57 911,00	0,99%		RECETTES TOTALES	5 827 409,00	5 885 320,00	57 911,00	0,99%

ACTIVITES LYRIQUES ET SYMPHONIQUES - BUDGET PRIMITIF 2012 - INVESTISSEMENT

CHAP.	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2011	B.P. 2012	DIFFERENCE		CHAP.	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2011	B.P. 2012	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
040	Opér. ordre transf. entre sect.	18 097,00	2 000,00	-16 097,00	-88,95%						
20	Immobilisations incorporelles										
21	Immobilisations corporelles	60 000,00	58 000,00	-2 000,00	-3,33%	040	Opér. ordre transf. entre sect.	78 097,00	60 000,00	-18 097,00	-23,17%
23	Immobilisations en cours										
	DEPENSES TOTALES	78 097,00	60 000,00	-18 097,00	-23,17%		RECETTES TOTALES	78 097,00	60 000,00	-18 097,00	-23,17%

BUDGET ANNEXE DES ACTIVITES LYRIQUES ET SYMPHONIQUES

BUDGET PRIMITIF 2012

Ce budget s'équilibre, en recettes et en dépenses, à la somme de 5,9M€ soit :

- ♦ 5,8 M€ pour la section de fonctionnement,
- ♦ 0,1 M€ pour la section d'investissement.

Le financement de ce budget est assuré à 88 % (5,1M€), par diverses participations reçues. La répartition de ces dotations s'effectue de la manière suivante :

- La Ville de Tours à hauteur de 3,3 M€(soit 63,35% du montant total de ces participations) ;
- L'Etat 0,55 M€(10,56 %) ;
- Le Conseil Régional 1,25 M€(24,12%) dont 0,15 M€ pour le Lyrique et 1,1M€ pour le Symphonique ;
- Le Conseil Général 0,1 M€(1,93%)
- Autres organismes (Mécénat) 0,02 M€(0,04%)

Le principal poste de dépense est constitué des charges de personnel (4,7M€ soit 80% des charges totales) dont la progression s'affiche à 1,48% par rapport à 2011.

CREMATORIUM - BUDGET PRIMITIF 2012 - FONCTIONNEMENT

CHAP.	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2011	B.P. 2012	DIFFERENCE		CHAP.	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2011	B.P. 2012	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
011	Charges à caractère général	59 850,00	62 167,00	2 317,00	3,87%	70	Ventes de produits	4 000,00	4 000,00	0,00	0,00%
66	Charges financières	23 350,00	21 333,00	-2 017,00	-8,64%	75	Autres produits de gestion courante	160 000,00	160 000,00	0,00	0,00%
67	Charges exceptionnelles	3 000,00	3 000,00	0,00							
042	Opérat. ordre transf. entre sect.	77 800,00	77 500,00	-300,00	-0,39%						
023	Virement à la Sect d'investis.										
	DEPENSES TOTALES	164 000,00	164 000,00	0,00	0,00%		RECETTES TOTALES	164 000,00	164 000,00	0,00	0,00%

CREMATORIUM - BUDGET PRIMITIF 2012 - INVESTISSEMENT

CHAP.	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2011	B.P. 2012	DIFFERENCE		CHAP.	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2011	B.P. 2012	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
16	Emprunts et dettes assimilées	61 950,00	63 956,00	2 006,00	3,24%	16	Emprunts et dettes assimilées				
21	Immobilisations corporelles					040	Opérat. ordre transf. entre sect.	77 800,00	77 500,00	-300,00	-0,39%
23	Immobilisations en cours	15 850,00	13 544,00	-2 306,00	-14,55%	021	Virement de la sect d'expl.				
	DEPENSES TOTALES	77 800,00	77 500,00	-300,00	-0,39%		RECETTES TOTALES	77 800,00	77 500,00	-300,00	-0,39%

BUDGET ANNEXE DU CREMATORIUM

BUDGET PRIMITIF 2012

Ce budget s'équilibre, en recettes et en dépenses, à la somme de 0,3M€ soit :

- ♦ 0,2 M€ pour la section de fonctionnement,

- ♦ 0,1 M€ pour la section d'investissement.

Les travaux du crématorium ont été achevés en 2006. Leur coût s'est élevé à 1,2M€ et a été financé par un emprunt à hauteur de 1M€

Les premières échéances de l'emprunt ont commencé à courir la même année et, depuis cette date, le montant de l'annuité est constant et s'élève à 85 290€ Comme l'année dernière, le montant de la redevance versée par la SEM Pompes Funèbres Intercommunales s'élève à 160 000 € et permet de couvrir le remboursement de cette annuité et d'assurer l'amortissement technique de ce bâtiment.

L'encours de la dette au 1^{er} janvier 2012 s'élève 656 391,39 €

SERVICE DES PRESTATIONS CIMETIERES - BUDGET PRIMITIF 2012 - FONCTIONNEMENT

CHAP.	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2011	B.P. 2012	DIFFERENCE		CHAP.	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2011	B.P. 2012	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
011	Charges à caractère général	161 800,00	154 300,00	-7 500,00	-4,64%	70	Ventes de produits	235 000,00	235 000,00	0,00	0,00%
65	Autres charges de gestion courante	200,00	200,00		0,00%						
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	1 000,00		0,00%						
042	Opérat. ordre transf. entre sect.	72 000,00	79 500,00	7 500,00	10,42%						
023	Virement à la section d'invest.										
	DEPENSES TOTALES	235 000,00	235 000,00	0,00	0,00%		RECETTES TOTALES	235 000,00	235 000,00	0,00	0,00%

SERVICE DES PRESTATIONS CIMETIERES - BUDGET PRIMITIF 2012 - INVESTISSEMENT

N° CPTE	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2011	B.P. 2012	DIFFERENCE		CHAP.	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2011	B.P. 2012	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
21	Immobilisations corporelles	72 000,00	79 500,00	7 500,00	10,42%	040	Opérat. ordre transf. entre sect.	72 000,00	79 500,00	7 500,00	10,42%
						021	Virement de la sec d'exploit.				
	DEPENSES TOTALES	72 000,00	79 500,00	7 500,00	10,42%		RECETTES TOTALES	72 000,00	79 500,00	7 500,00	10,42%

BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS CIMETIERES

BUDGET PRIMITIF 2012

Ce budget s'équilibre, en recettes et en dépenses, à la somme de 0,3M€ soit :

- ♦ 0,2 M€ pour la section de fonctionnement,
- ♦ 0,1 M€ pour la section d'investissement.

Comme tous les ans, les recettes tirées de cette activité annexe aux missions de service public seront consacrées principalement à la construction de nouveaux caveaux et au renouvellement du matériel.